

Messages reçus pour le Congrès national de la Libre Pensée



Liste des messages reçus pour le Congrès national de la Libre Pensée

Associations laïques :

- Ligue de l'Enseignement
- Union rationaliste
- CNAFAL
- Vigie de la laïcité
- Union des Athées
- Solidarité laïque
- DDEN : Denise et Michel Landron
- l'Assemblée étudiante pour la liberté de conscience.

Associations :

- IRELP
- Fédérations nationale Laïque des Monuments
- Comité international contre la répression
- Fédération Française des Crématistes
- Amis de la Commune de Paris 1871
- Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité
- Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
- Ligue des Droits de l'Homme

Associations pacifistes :

- Union Pacifiste de France
- Union Juive Française pour la Paix
- Mouvement de la Paix

Syndicats :

- CGT-FO
- FSU
- CNT
- Solidaires
- Tendances intersyndicales *Emancipation*
- FERC-CGT

Obédiences maçonniques :

- Grande Loge Mixte de France
- Droit Humain
- Grande Loge Mixte Universelle

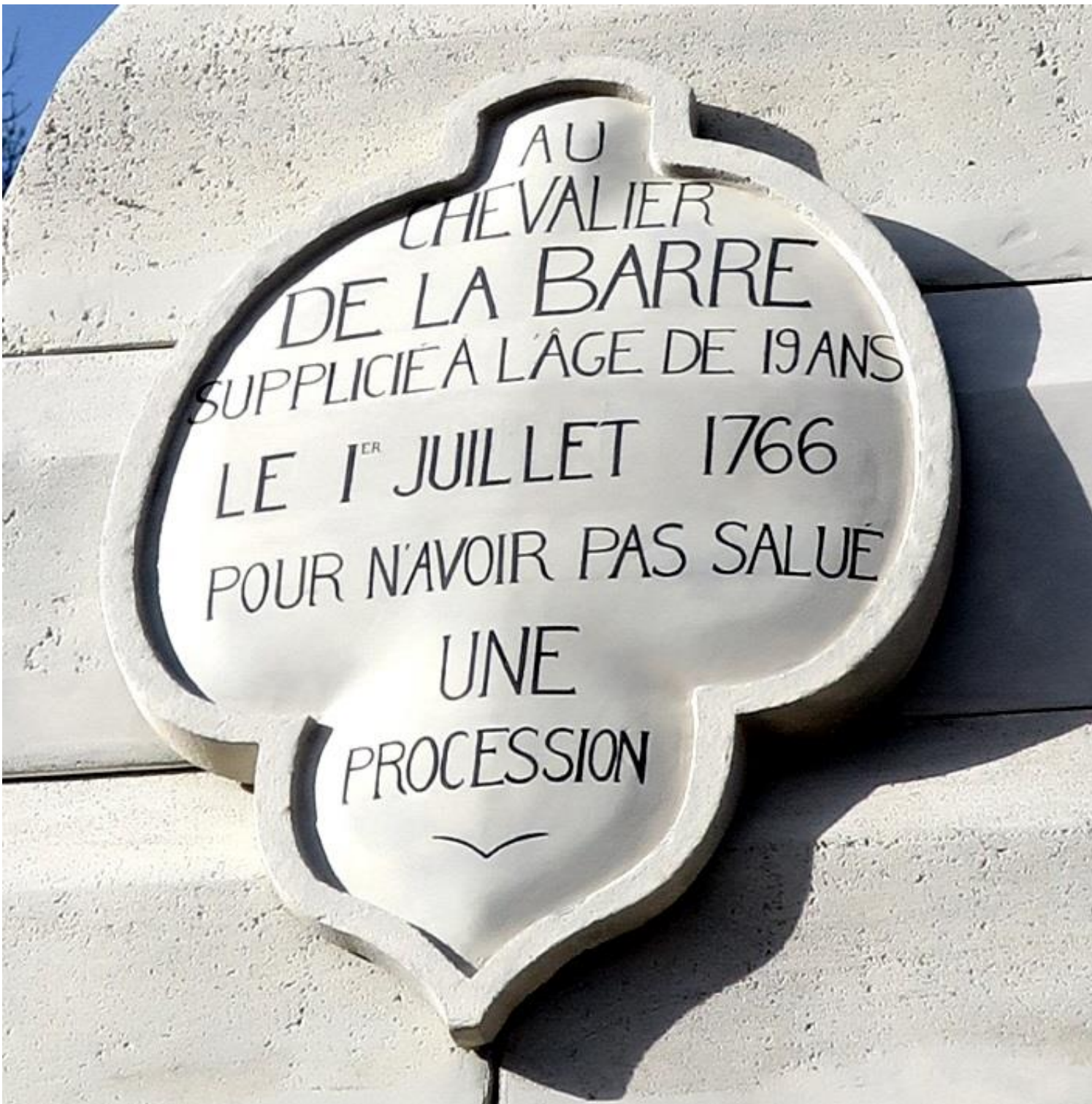
Organisations politiques :

- Fédération Anarchiste
- France Insoumise
- Parti Ouvrier Indépendant
- Pôle de Renaissance Communiste en France
- Parti Communiste des Ouvriers de France

- Parti Socialiste

Médias :

- *Mediapart* : Laurent Mauduit
- Editions Libertaires
- *La Calotte*
- Theolib
- *La Révolution prolétarienne*





la ligue de
l'enseignement

un avenir par l'éducation populaire

Chers amis, chers camarades,

La **Ligue de l'enseignement** vous apporte son salut fraternel à l'occasion de votre congrès.

L'esprit du temps n'est pas favorable à celles et ceux qui veulent défendre et illustrer la République démocratique et sociale et l'Humanisme laïque. **L'heure est à l'unité et à la solidarité.** C'est pourquoi nous avons à cœur de réaffirmer dans cette circonstance le soutien que nous vous avons témoigné devant les attaques dont vous avez été victimes de la part de l'extrême droite.

De travestissements en instrumentalisations, l'on en viendrait à oublier que la laïcité s'est imposée comme principe d'organisation de la République au terme d'une démarche d'émancipation. Les proclamations, pour sonores qu'elles soient, ont peu de chance de modifier les mentalités et les comportements si ne les accompagnent les mobilisations utiles aux prises de conscience, si ne les prolongent les évolutions de l'ordre juridique destinées à les traduire en acte. Tel fut le travail conduit par le législateur sous la IIIe République qui mit un terme à la « **guerre des deux France** » – du moins un terme provisoire, car en ce domaine comme en d'autres, rien n'est jamais acquis de façon définitive.

La **laïcité** ne peut se concevoir sans la **liberté** qui en soutient le développement et dont elle favorise, en retour, l'affirmation. Elle suppose l'égalité en droits des citoyens et fonde les démarches d'égalisation des conditions. Elle repose également sur l'acceptation fraternelle des différences, voire des identités en ne posant que deux conditions : le droit absolu pour chacun de réélaborer ses appartenances, de s'en délier, d'y revenir, d'en changer et le devoir pour chacun, quelles que soient ses convictions, de respecter l'ordre public démocratiquement débattu et défini.

Comme chaque année nous nous faisons un agréable devoir de nous référer à notre **Déclaration commune du 7 juillet 2006**. Elle avait suscité quelques étonnements et commentaires. Inscrite dans la longue durée, notre aventure laïque avait parfois été perturbée. Mais cette **Déclaration** avait mis définitivement au clair les fondamentaux sur lesquels nous ne transigerons jamais. Les principes énoncés dans **la grande loi républicaine de Séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905** sont intangibles. Nous serons toujours là, ensemble, pour défendre et illustrer la liberté de conscience qu'elle assure.

Salut et fraternité.

Hélène Lacassagne
Présidente de la Ligue de l'Enseignement

COMMUNIQUÉ

UR *Union rationaliste*

Chères amies, chers amis de la **Libre Pensée**,

L'**Union rationaliste** souhaite un plein succès à votre **congrès national** et regrette de n'avoir pas de représentants à proximité pour vous soutenir de vive voix.

Nos deux associations sont historiquement liées par des actions communes pour la défense de la laïcité dans sa définition de la loi de 1905, la défense de la liberté de penser et de s'exprimer publiquement.

L'**Union rationaliste** promeut la pensée rationnelle et la démarche scientifique dans les grandes questions de société. Nous combattons les obscurantismes, religieux et dogmatiques, les sectarismes de toutes obédiences. Nous nous retrouvons donc dans les textes publiés par la Libre Pensée et sa revue *La Raison*. Nous nous exprimons moins au niveau de la politique quotidienne pour réserver l'essentiel de notre activité à la diffusion de l'actualité scientifique et culturelle et d'articles inspirés par la rationalité, au moyen de nos deux revues *Raison présente* et *Les Cahiers rationalistes*, de nos émissions sur France Culture ainsi que par nos colloques annuels et la remise chaque année du prix de l'Union rationaliste à une personnalité remarquable.

Cette année le prix a été remis conjointement à **Cédric Herrou**, agriculteur actif dans l'aide aux exilés désireux de demander l'asile et à **François Héran**, sociologue et démographe, titulaire de la chaire " **Migrations et Société** " au Collège de France.

Le sujet de l'immigration est l'objet de débats souvent mal informés, plus idéologiques que rationnels. Il est largement manipulé pour polariser la vie politique, comme l'ont montré les élections récentes en France et ailleurs en Europe. **François Héran** a consacré nombre d'analyses explorant les aspects historiques et sociétaux du phénomène migratoire, qui doit selon lui être appréhendé comme une « *réalité objective et permanente* ». Il questionne l'identité et la diversité des civilisations et affirme que les droits de la personne humaine ne sont pas divisibles.

C'est aussi la vision, militante et humaniste, de **Cédric Herrou**, cultivateur dans la vallée de la Roya. Il aide les réfugiés à la frontière franco-italienne et facilite leur accueil en France, mettant de ce fait sa propre liberté en danger. Il a été plusieurs fois poursuivi pour « *aide à l'entrée et au séjour d'un étranger en situation irrégulière* », communément appelé « *délit de solidarité* ». Il a fini par gagner son combat juridique puisqu'il a été définitivement relaxé en 2021, et a obtenu une révision de la loi en vigueur à la suite d'une décision du **Conseil constitutionnel**, faisant de la Fraternité un principe à valeur constitutionnelle.

Associant la pensée et l'action (comme dans le titre d'un recueil de textes de **Paul Langevin**), le choix conjoint des deux lauréats pour le ***prix de l'UR 2022*** a été pris au titre des Droits de l'Homme auxquels comme la laïcité la pensée rationaliste est particulièrement attachée.

Bien amicalement,

Bruno Perrin Administrateur



Chers Amis, Chères Amies,

Salut et Fraternité,

Nous nous adressons à vous en ce jour à l'occasion du **Congrès national de la Libre Pensée** qui se tiendra du 22 au 25 août 2023 à Paris. En notre qualité de **Conseil National des Associations Familiales Laïques (CNAFAL)**, nous tenions à vous adresser nos salutations les plus fraternelles et vous réaffirmer notre indéfectible soutien.

Notre histoire est marquée par des liens ancestraux avec la **Libre Pensée**, des liens qui se sont tissés autour de notre combat partagé pour la défense intransigeante de la laïcité. Nous nous souvenons de toutes les fois où nous avons été à vos côtés pour soutenir la **Libre Pensée** face aux multiples attaques qu'elle a subies. Cette fraternité entre nos deux institutions ne s'est jamais démentie et ne cessera jamais.

Aujourd'hui, alors que des vents contraires soufflent sur la laïcité, ce combat commun n'a jamais eu autant de sens. Face aux forces qui cherchent à fragiliser ce principe fondateur de notre République, nous devons redoubler d'efforts et de vigilance. La laïcité est plus qu'un principe juridique, c'est un pacte social qui permet à chacune et chacun de vivre sa vie selon ses convictions personnelles, tout en respectant celles d'autrui. C'est un outil précieux pour le vivre-ensemble, un rempart contre le fanatisme et l'intolérance.

Nous tenons à vous assurer que le **CNAFAL** continuera à ces combats, car nous restons convaincus que le combat pour la laïcité est également celui de l'égalité, de la fraternité, de la liberté, et de la solidarité valeurs chères à nos deux organisations.

En cette période de préparation pour votre congrès, nous vous souhaitons des échanges fructueux et constructifs. Que ce moment soit l'occasion de renforcer encore davantage les liens qui nous unissent et de faire progresser notre combat commun pour la laïcité

Amitiés laïques,

Pour le Conseil National des Associations Familiales Laiques

Julien LÉONARD

Président

Jean-Marie BONNEMAYRE

Président honoraire



Vigie de la Laïcité

Association Loi 1901

Cher.e.s ami.e.s de la **Fédération nationale de la Libre Pensée**,

Nous vivons une période agitée. La **laïcité** continue d'être malmenée par celles et ceux qui en font un outil politique de diversion et de division. La vigilance est de mise.

Nous savons combien vous êtes des gardiens fidèles de la **loi du 9 décembre 1905** et de l'ensemble des textes laïques. Grâce à vos actions, nombreuses, des élu.e.s se voient chaque fois que nécessaire rappelé.e.s à l'ordre par la justice.

Cela est d'autant plus utile que certaines autorités préfectorales laissent faire, malgré d'évidentes mises en cause du principe de laïcité. Comme nous le craignons lors de la création de la **Vigie de la laïcité**, la laïcité est désormais largement idéologisée et son essence même continue d'être contestée.

Désormais, une pression médiatique, mais aussi politique s'exerce sans la moindre gêne sur les juges lorsqu'ils sont appelés à se prononcer sur une question en lien avec la laïcité. Le **Droit** doit pourtant rester à l'abri de débats stériles, du culte du buzz et de l'immédiateté. Il ne l'est plus vraiment, et les autorités garantes du bon fonctionnement de la justice ne semblent guère s'en émouvoir.

Au sein de la **Vigie de la laïcité**, nous refusons cet état de fait et continuons à répondre aux multiples interpellations légitimes de citoyennes et citoyens qui, dans ce contexte, ne comprennent pas ou plus ce qu'est la **laïcité**. Nous continuons d'accompagner, chaque fois que nécessaire, les praticiennes et praticiens de la laïcité, **dans le secteur associatif, éducatif, hospitalier, des services publics**, etc, pour assurer une parfaite application de ce grand principe de concorde.

Nous continuons, aussi, notre participation au débat public en se fondant sur **la Raison** et en refusant les approches caricaturales, notamment à l'occasion d'interventions dans des médias de qualité et à l'occasion de colloques réunissant différentes personnalités qualifiées ou acteurs associatifs de premier plan (le prochain se tiendra vraisemblablement à l'automne). La tâche est immense tant les impacts d'un débat public médiocre sont conséquents dans toutes les strates de la société.

Face aux **conservatismes religieux et politiques**, il y a beaucoup à faire. Il nous faut soutenir celles et ceux qui refusent toute assignation religieuse et il nous faut travailler à l'évolution des politiques publiques qui aujourd'hui encore occultent la **question sociale** dans leur traitement de la **question laïque**. Les insuffisances du plan pour la mixité sociale à l'école en sont un exemple flagrant et malheureux.

Le **monde associatif**, dont nous sommes vous et nous membres, ne doit pas baisser les bras malgré les suspicions à son encontre lancées par le camp réactionnaire et dont nous pouvons être victimes. Nous savons pouvoir compter sur vous et vous savez pouvoir compter sur nous pour accroître notre vigilance collective face à celles et ceux qui, bien que parfois se prétendant même de fervents "**défenseurs de la laïcité**", en sont les « **premiers pourfendeurs**."

Encore merci pour cette proposition et à très bientôt j'espère !

Amitiés,

Nicolas cadène



Chers amis Libres Penseurs,

L'objet de l'Union des Athées est de défendre la laïcité, et la raison qui fonde l'athéisme. **Nous voulons porter** portons l'éthique athée et il ne fait aucun doute qu'elle n'est pas compatible avec certains choix **politiques**, néanmoins nous limitons nos prises de positions politiques à des sujets qui concernent les croyances religieuses et l'incidence qu'elles peuvent avoir sur le fonctionnement de la société et nous combattons les manquements à la laïcité.

Nous n'admettons pas de qualificatifs à cette laïcité qui en serait affaiblie et nous condamnons toutes les atteintes d'où qu'elles viennent. Nous considérons qu'il n'y a pas de bonne religion dont on pourrait admettre les revendications.

Si la **religion catholique** dispose de réseaux politiques puissants, **l'Islam**, le **judaïsme**, **l'hindouisme**, et toute autre religion ont le même but, imposer leur loi.

Le port du voile est tout aussi insupportable à nos yeux que l'installation d'une crèche dans une mairie.

La laïcité garantit la liberté de penser et de croire, mais elle doit préserver la sphère politique des influences qui voudraient promouvoir des lois fondées sur la croyance.

La violence des religions, que vous avez combattue depuis l'organisation de la **Libre Pensée**, se manifeste encore de nos jours comme le montre les attaques ignominieuses dont vous avez fait l'objet et que nous condamnons avec fermeté.

Cette violence montre bien que, malgré le combat mené par la **Libre Pensée** et la franc-maçonnerie pour la **séparation des Eglises et de l'Etat**, en son temps, les religions n'ont pas abandonné leur stratégie d'infiltration des instances politiques pour rogner les pourtours de la démocratie, saper son pouvoir et questionner sa légitimité.

À l'époque la **religion catholique** dominait largement le marché de la croyance en France, même si **l'Islam** était déjà majoritaire dans l'empire colonial français. Et on comprend que le combat se soit focalisé sur cette institution car le pouvoir était entre ses mains. **L'islam** n'ayant pas les réseaux d'influence suffisant pour imposer ses dogmes. Mais l'époque actuelle montre bien que les choses ont changé. Les remises en question de la laïcité ne sont plus le seul fait des catholiques.

L'église évangélique, **l'islam** ont les mêmes prétentions et ils peuvent à l'occasion s'allier pour atteindre leurs buts, comme le montrent les nombreuses structures œcuméniques mises en place, avec la complicité du pouvoir politique qui ne prend pas, ou ne veut pas prendre, la mesure du danger.

L'Ecole publique, elle-même est en permanence remise en question par le soutien apporté par l'état à l'enseignement religieux.

La **loi de 1905** ne nous protège malheureusement pas de manœuvre des institutions religieuses pour la contourner et la vider de son sens.

C'est par la diffusion la plus large de **l'éthique athée et humaniste** que nous pourrons contrecarrer les vues hégémoniques des calotins de tous bords, plus que par les combats, légitimes mais peu efficaces que nous menons contre les atteintes localisées à l'esprit de la laïcité.

Nous devons aux générations futures, de préserver cet esprit. Nous devons promouvoir la **raison** et **l'humanisme** qui seuls peuvent nous permettre de faire société dans le respect de la liberté de conscience.

L'Union des Athées entend bien poursuivre son action, avec tous ceux qui partagent ce souhait d'un monde délivré de l'irrationalité de la croyance religieuse.

Bernard Guillon, Président de l'Union des Athées



Solidarité Laïque apporte son salut aux participant.es du **Congrès national** et de l'AG de **Entraide et Solidarités des Libres penseurs de France**. Avec tous nos remerciements pour le soutien de vos organisations à l'action collective et toujours plus nécessaire de solidarité pour aider celles et ceux qui sont victimes d'inégalités, de discriminations ou d'exclusions ! La force de notre union au sein de la grande famille laïque est plus que jamais utile.

Sur la place du village d'une banlieue de Ouagadougou, dans une école rurale du Grand Sud en Haïti, ou dans un quartier populaire de La Marsa en Tunisie, nous faisons le même constat : il est possible de partager ce qui nous rassemble, de débattre, de ne pas être d'accord, de nous confronter à d'autres idées et de nous rencontrer pour faire ensemble, par l'éducation.

Créer des espaces de dialogue et de réflexion loin des dogmatismes, permettre à chacune et à chacun de s'engager dans des projets utiles et citoyens, donner des outils pour doter enfants, jeunes et adultes de la capacité de penser et de s'exprimer par eux-mêmes pour sortir du repli sur soi qui enferme l'autre dans des stéréotypes... L'année 2022 a vu des réalisations concrètes se multiplier en France et dans les territoires où nous intervenons, avec notamment un soutien aux actions des organisations membres au bénéfice des victimes de la guerre en Ukraine.

Téléchargez [notre brochure 2023](#) pour en savoir plus sur nos actions en France et dans le monde.

L'équipe Solidarité Laïque
info@solidarite-laïque.org





Denise et Michel LANDRON,

Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale, Maine-et-Loire,

Le Moulin Neuf, 49123 Ingrandes-Le Fresne sur Loire -06 80 99 54 22 – michelandron@orange.fr

Le 1^{er} août 2023

MESSAGE POUR LE CONGRES DE LA FEDERATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSEE.

Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale exerçant nos fonctions dans les écoles laïques du Maine-et-Loire, nous avons pris connaissance des agressions dont la **Libre Pensée** a été victime pour avoir mené campagne en défense des **lois de 1901** sur les Associations et **1905 sur la Séparation des Eglises et de l'État**. Attachés aux droits et libertés démocratiques que garantissent ces deux lois fondamentales de la République, nous tenons à exprimer notre solidarité avec la **Fédération Nationale de la Libre Pensée**.

C'est une tradition ancestrale chez les **DDEN**, qui participent du mouvement laïque et démocratique dans notre pays, de défendre inconditionnellement les Associations et organisations quand elles sont confrontées à des menaces de remises en cause des libertés de conscience, de pensée, d'opinion, d'expression, d'association, d'organisation et de manifestation.

Les **DDEN** que nous sommes ne saurient en effet rester indifférents quand les droits démocratiques les plus élémentaires chèrement acquis dans notre pays font place à des actions d'intolérance et de violence à l'encontre d'Associations et d'organisations qui ne souhaitent pas se conformer à des diktats contraires aux **Droits de l'homme et du Citoyen**,

ni se taire sur les violations de la laïcité par des forces cléricales et des institutions réactionnaires. Les **DDEN** n'oublient pas qu'ils furent eux-mêmes victimes d'une dissolution par le *régime de Pétain* qui ne supportait pas leur engagement à défendre l'**Ecole laïque** quand il supprimait les **Ecoles Normales d'instituteurs** et décidait de financer l'**Ecole catholique** avec les fonds publics soustraits à l'Ecole publique.

Au moment où l'**Ecole de la République** est menacée d'un démantèlement de l'**Education Nationale** par la tentative de mettre en place « *des écoles territoriales* » disposant chacune d'une « *autonomie* » fondée sur « *des projets éducatifs territoriaux* », il apparaît urgent que se rassemblent tous les **ami(e)s de l'Ecole laïque** dont la **Fédération de la Libre Pensée** fait partie.

Nous militons en faveur de l'**Ecole laïque** dans un Département comme le **Maine-et-Loire**, où règne un réseau important d'écoles privées catholiques financées par l'Etat. Nous le faisons après avoir exercé nos fonctions en **Seine-Saint-Denis** où la maltraitance des quartiers populaires trouvait ses expressions dans nos écoles publiques par des manquements criants aux normes exigibles dans n'importe quelle école publique. Cela nous a valu de sérieuses menaces de nous sanctionner pour avoir accompli nos missions de **DDEN**. De « *lanceurs d'alerte* » nous devions devenir des « *collaborateurs* » du délabrement de l'Ecole publique.

Nous avons même été dénoncés par le **Président de la Fédération Nationale des DDEN, Mr Eddy Khaldi**, qui, par écrit et dans notre dos, a supplié le **DASEN du Maine-et-Loire** de ne pas nous accepter comme **DDEN** ! L'**Union des DDEN 49** ne l'ayant pas suivi, il a procédé à sa radiation pure et simple de la **Fédération Nationale**. Il procèdera de même avec l'**Union Départementale des Bouches-du-Rhône**.

Vous comprendrez donc notre grande sensibilité à tout ce qui concerne les droits des associations toujours menacées quand on exige d'elles qu'elles renoncent à leurs missions fondatrices et leur indépendance.

C'est dans cet esprit fraternel et de libre débat dans le **mouvement laïque et démocratique** que nous souhaitons un bon Congrès à la **Fédération Nationale de la Libre Pensée** qui, avec l'édition du « *Délégué Laïque* », a permis que s'expriment librement les **DDEN** qui s'inquiètent pour l'**avenir de l'Ecole de la République** et leur propre mission qui est de la défendre en toutes circonstances et dans l'**union des forces laïques**.

Présentation de l'Assemblée étudiante pour la liberté de conscience.

L'**Assemblée étudiante pour la liberté de conscience** a pour but et objet, conformément à ses statuts, de "permettre les discussions et échanges entre étudiants et assimilés, autour de différents thèmes : **Libre Pensée, socialisme, républicanisme, laïcité, liberté de conscience**, et de promouvoir la **recherche scientifique** en lien avec ces thèmes."

Celle-ci cherche à rassembler les étudiants et étudiantes soucieux de défendre et promouvoir dans le milieu étudiant et universitaire, mais pas que, les thèmes énoncés plus haut. Et cela quelles que soient leurs situations, spécialités et grades universitaires.

L'Assemblée n'est ni un parti, ni un syndicat, ni une Église. Elle revendique son indépendance de toute organisation ce qui ne l'empêche pas de soutenir toute initiative, tout combat, toute action qui irait dans le sens de ses objectifs énoncés plus haut.

A vous, camarades de la **FNLP**, nous exprimons notre salut fraternel.

Écrasons l'Infâme !

Irelp

Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée

Gestionnaire de la Bibliothèque de « Entraide et Solidarité »

204 rue du Château des Rentiers 75013 PARIS

irelp@laposte.net

Message au Congrès de la Libre Pensée

Cher.e.s congressistes

La configuration inusitée de votre Congrès nous conduit à vous adresser ce message dont nous espérons qu'il sera lu bien au-delà des murs de votre réunion.

Même si vous connaissez dans les grandes lignes les buts et les travaux de **l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée** qui se propose d'être, en quelque sorte, un interface entre le monde intellectuel et le monde libre-penseur (même si cela ne résume pas notre propos), nous voudrions attirer votre attention sur quelques actualités récentes.

Les **Journées d'Études de l'IRELP** des 2 et 3 décembre 2022 autour de la thématique « **regard nouveaux sur la connaissance de la Libre Pensée** », à partir de quatre séquences, la **Révolution française, la laïcité, la citoyenneté, l'université** ont été un réel succès. Au-delà de l'enthousiasme du communiqué convenu, nous estimons avoir opéré un saut qualitatif dans notre travail puisque, aussi bien dans la salle qu'à la tribune, ces Journées ont vu la rencontre et la collaboration entre universitaires, libre-penseurs et libre-penseuses et étudiant.e.s ; nous ferons pas ici plus que nécessaire la promotion des **Actes** de ces Journées, promis à une vente solide.

Dans le même mouvement, a été constituée à l'issue de ces Journées, une « **Assemblée étudiante pour la liberté de conscience** » dont l'objet est d'être, en quelque sorte, mais pas seulement, loin de là, le vecteur de notre Institut dans les facultés.

Un Institut sans outil internet adapté n'est pas vraiment un institut. Nous sommes persuadés que la nouvelle mouture de notre site irelp.fr conviendra à vos espoirs.

Enfin, et toujours dans le même mouvement de déploiement et d'approfondissement, nous sommes en train de procéder à un élargissement sur tous les aspects de notre **Conseil d'Administration** afin qu'il soit pleinement adapté à l'intense mutation que nous sommes en train de vivre.

Evidemment, ce rapide message ne peut, en quelques lignes, donner pleinement la mesure de ce que nous sommes et de ce que nous faisons. Nous nous excusons. Nous espérons seulement qu'il vous donne envie d'en savoir plus.

Bon congrès.

Amitiés

Jean-Marc Schiappa, Président de l'IRELP



FEDERATION NATIONALE LAIQUE DES MONUMENTS PACIFISTES, REPUBLICAINS ET ANTICLERICAUX

La **FNL-M** apporte son salut fraternel à la **FNL** et lui souhaite un excellent congrès.

Elle se félicite de l'intérêt que porte la **FNL** aux monuments : ils « matérialisent » un événement, un combat, ils le symbolisent, ils le font connaître, ils le rappellent aux mémoires défaillantes.

Pour le montrer, il suffit de voir a contrario, l'acharnement que le *Régime de Vichy* et les *nazis* ont mis pour faire disparaître des statues métalliques dans toute la France afin de participer à l'effort de guerre allemand. Plus de cent statues ont ainsi été fondues, après la loi du 11 octobre 1941. **Pétain** indique qu'on a choisi celles « *qui ne présentent pas un intérêt artistique ou historique* ». Est-il besoin de vérifier ? On a détruit le souvenir des martyrs de l'Eglise (**Etienne Dolet, Chevalier de La Barre**), les souvenirs des hommes politiques de progrès (**Marat, Alphonse Baudin, Clovis Hugues...**), les défenseurs de l'Ecole laïque (**Hugo, Macé...**) les hommes des *Lumières* (**Condorcet, Diderot, Voltaire**) etc.

Pourtant, si on écoute ses adversaires, c'est la **Libre Pensée** qui détruit les statues parce qu'elle demande que les monuments à caractère religieux postérieurs à 1905 ne soient pas sur l'espace public, conformément à la loi de 1905.

En réalité, c'est tout le contraire. La **Libre Pensée** a érigé en 2019 le monument des Fusillés à Chauny ; cette année, elle a eu l'audace de réinstaller, devant le *Sacré-Cœur*, le temps d'un rassemblement, la statue du **Chevalier de La Barre**, telle qu'elle était en 1905.

La **FNL-M** se réjouit de l'existence de ces nouvelles statues. Elle rappelle tout le travail fait par ses militants : découverte et protection des monuments qui étaient en passe d'être oubliés, comme la **Colonne révolutionnaire de Saintes**, comme le **monument de St Lys** qui a permis au maire de « réhabiliter » à sa manière un fusillé pour l'exemple ; installation de plaques commémoratives sur la **Côte de Charente-maritime** pour commémorer les **Communards**, ou encore à **La Courtine** pour commémorer les mutins russes.

La **FNL-M** participe ainsi, avec la **Libre Pensée** et des citoyens soucieux de justice et de vérité, à garder dans le paysage les monuments qui marquent les combats contre l'oppression, pour la liberté.

De plus, et c'est aussi un aspect majeur de son action, la **FNL-M**, qui en a été très souvent à l'initiative - ou qui en est co-organisatrice -, se félicite des rassemblements autour ou à la date du **11 Novembre** qui sont pour elle - en complet accord avec la **Libre Pensée** - l'occasion de rappeler la nécessité de l'action pour la paix, plus nécessaire que jamais. Le contexte tragique du conflit russo-ukrainien qui menace de façon si inquiétante les équilibres planétaires, est depuis maintenant 22 mois un sujet d'angoisse pour les populations dans le monde entier. Il est un sujet d'angoisse notamment pour les jeunes qui sont appelés par les gouvernements bellicistes à donner leur vie ou à sacrifier leur intégrité physique et mentale pour des buts aux antipodes de l'humanisme plus que jamais pourtant si nécessaire.

Nous n'oublions pas non plus dans la liste des actions que nous entreprenons régulièrement depuis un demi-siècle, le rassemblement du cimetière de **Riom dans le Puy-de-Dôme**, qui a longtemps été le seul **monument d'hommage aux Fusillés** pour l'exemple, avant l'édification de celui de **Chauny** par l'effort

commun notamment de la **Libre Pensée**, et de la **FNL-M**. Notre fierté est dans cette continuité et dans cet élargissement de l'hommage à ceux qui ont été victimes de la « *rage du militarisme* » selon les termes si justes d'un Conseil municipal délibérant en 1921 après la réhabilitation de deux enfants du village Fusillés pour l'exemple à **Vingré** et qui venaient d'être réhabilités.



Comité international contre la répression

(Pour la défense des droits syndicaux et politiques)

Message du Comité international contre la répression au congrès du 22 au 25 août 2023, à Paris, de la Fédération nationale de la Libre Pensée.

Paris, le 12 juillet 2023

Chers amis, chers camarades,

Vous ne serez pas surpris, qu'à travers ce message fraternel, nous partageons, non seulement, vos inquiétudes concernant l'exercice des libertés fondamentales mais encore que nous estimions urgent d'élargir la résistance face au caractère ouvertement totalitaire et liberticide de ce régime et de celui qui en est à la tête.

Les grandes lois sur les syndicats (1884), sur les associations (1901), la laïcité de l'Etat (1905), sans oublier la grande loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 sont gravement attaquées. Les assauts contre ces grandes lois fondamentales s'aggravent de l'élaboration d'un nouvel arsenal législatif, qu'il s'agisse, comme vous le soulignez, de la loi infâme dite « séparatisme », ou de celle concernant la « sécurité intérieure ». Tout ce qui constitue les acquis démocratiques doit être éradiqué.

Bien entendu, la Vème République (et ses institutions qui la portent), jadis baptisée « coup d'Etat permanent » est parfaitement adaptée à perpétrer ces forfaits. N'est-elle pas née, elle-même, d'une forfaiture ?

Aujourd'hui, on cherche à nous enfermer avec des abstractions telles que « l'Etat de droit » qui serait, en quelque sorte, une espèce de nirvana, une sorte de bien commun ou prétendu tel – à défendre. Comme si nous confondions la défense des acquis sociaux chèrement arrachés au cours de décennies de luttes acharnées avec un prétendu Etat de droit. Jeu de dupes, confusion orchestrée en haut lieu pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

.../...

La mort d'un jeune homme de 17 ans, tué par un policier, la révolte qui s'en est suivie par une partie de la jeunesse, contre ce meurtre, a montré au grand jour (après la mobilisation contre la

réforme des retraites, notamment), l'abîme qui sépare une poignée de dirigeants et leur système d'oppression, de l'immense majorité de la société méprisée et brutalisée.

Chers camarades,

Notre comité, fondé en 1976, s'attache – avec des moyens limités (nous ne recevons, ni ne demandons aucune subvention de quelque nature, qu'il s'agisse des États, des gouvernements, des institutions internationales) – à lutter contre la répression. En 1976, refusant la division du monde en blocs, notre comité a mené, conjointement, la lutte pour arracher des griffes du stalinisme, syndicalistes et intellectuels victimes du régime dans l'exURSS, ainsi que le combat pour la libération des militants victimes des dictatures militarofascistes en Amérique du Sud, notamment. Ceci a été et reste notre marque de fabrique.

Yves Dechezelles - que les plus anciens d'entre vous ont certainement connu – avocat des militants malgaches et algériens luttant pour leur indépendance – a été un défenseur infatigable du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est le fondateur du **Cicr**.

Chers camarades,

Notre comité concentre ses efforts depuis plusieurs années principalement (mais pas exclusivement) dans la défense des militants, particulièrement de **l'UGTG**, première organisation syndicale de Guadeloupe, victimes – comme leurs camarades de Martinique – de l'État colonial français ; car quel que soit le nom dont on les affuble (DOM, TOM, DROM, ...), ces pays sont bel et bien des colonies dont on cache le nom.

Face à ce véritable banc d'essai d'une répression systémique, le **Cicr** ayant son bureau basé à Paris, a estimé de sa responsabilité de mener une campagne permanente dans ce qu'il convient d'appeler les dernières colonies françaises. C'est ainsi que ces dernières années, appuyé sur la mobilisation des travailleurs et du peuple de Guadeloupe, le **Cicr** a contribué fortement à construire des campagnes internationales, a envoyé son secrétaire témoigner à d'importants procès, à organiser des rencontres, meetings, etc.

Non sans succès. Mais si la puissance coloniale française n'est pas parvenue à ses buts, pour l'instant, elle n'a nullement renoncé à frapper **l'UGTG**, ni à incarcérer **Eli Domota** et ses camarades.

Nous n'avons jamais cessé, également, avec des syndicalistes et des avocats de l'État espagnol, de mener la lutte pour abroger des dispositions héritées de la législation franquiste et maintenues dans le code pénal durant des décennies et permettant d'envoyer en prison des militants par centaines.

.../...

D'importants succès ont été enregistrés (par exemple, l'abrogation de l'article 315.3 du code pénal) mais l'infâme « loi Bâillon », dans les faits, donne les pleins pouvoirs à la police. Des dizaines de syndicalistes et de citoyens sont actuellement poursuivis et risquent fortes amendes et prison.

Ce sont là deux exemples emblématiques de l'activité de notre comité ; il en existe d'autres concernant, par exemple Haïti, pays martyrisé.

Dans une situation où la guerre et ses dizaines de milliers de victimes a commencé en Europe et menace d'embraser le monde, nous attirons également l'attention sur l'utilisation de la situation, par Poutine et Zelenski, pour museler les syndicats, abroger ou suspendre les libertés, en finir avec les droits sociaux.

Pour conclure.

Chers amis et camarades,

Vous pouvez compter sur nous - s'agissant de la nécessité du combat pour la défense de nos droits et libertés - de notre solidarité avec la Libre Pensée face au pouvoir et à ses supplétifs, ceux-là qui, par exemple, attaquent le siège national de la Libre pensée, taguent ses murs, cassent sa vitrine et menacent les militants, notamment sur les réseaux sociaux. Dans le même registre, nous avons assuré la LDH de notre solidarité face aux tentations de remise en cause de son droit de cité.

Dans ce but, nous vous demandons de nous tenir informés des initiatives que vous jugerez nécessaires de prendre en ce domaine.

Nous vous souhaitons un bon et fructueux congrès.

Refus de la Raison d'Etat !
Solidarité internationale contre la répression !

Fraternellement vôtres, pour le Bureau du Cidr,

Gérald Fromager – Président, syndicaliste.

Gérard Bauvert, Secrétaire, journaliste honoraire.

Miguel Martinez, membre du Bureau du Cidr, enseignant-chercheur.



CONGRES 2023 DE LA LIBRE PENSEE

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers ami(e)s,

Tout d'abord, tous nos remerciements pour votre invitation à nous exprimer par ce texte en ouverture des travaux de votre Congrès annuel !

Ceci en réciprocité de votre intervention en juin dernier, lors de notre AG 2023 !

Cela permet de conforter les liens qui nous unissent depuis fort longtemps.

En effet, sans vouloir remonter aux Lumières, nous partageons le même idéal philosophique de **Fraternité Humaniste**, à savoir le désir de vivre son quotidien suivant sa propre liberté de choix et de conscience.

Pour nous, crématisés, toujours en recherche de sens et d'éthique, afin de construire nos chantiers présents comme futurs, nous n'oublions pas, pour autant, notre histoire et nos fondements. Ce sont bien « **des libres Penseurs** », des Républicains, des Laïques, des Francs-Maçons, des Femmes et des Hommes qui, dans la dynamique de l'émancipation et du combat de la raison, ont pu porter deux évolutions notables :

- En 1887, après une âpre bataille parlementaire, la Liberté de choix du mode d'obsèques et de sépulture
- Par la loi du 09/12/1905, la Liberté de Conscience.

L'ensemble de ces libertés, a imposé un autre mouvement, un autre concept que nous partageons : la Laïcité.

Celle-ci est pour nous, comme pour vous, **Monsieur le Président, chers amis Libres Penseurs**, la condition nécessaire à la formation des citoyens pour qu'ils puissent penser par eux-mêmes, indépendamment de tous dogmes, avec un regard critique sur leur environnement. Elle est un élément déterminant de la construction d'une société plus juste, une société dans laquelle le **Peuple souverain** prend son destin en main. Elle n'est et ne doit pas être accolée d'un adjectif, que ce soit « ouverte », « fermée », « positive », « tolérante », « plurielle », car, alors, on la transgresse, on la bafoue, on en dénature le concept même.

Nul besoin, donc, de la qualifier ! **La Laïcité**, telle que nous la donne à voir et pratiquer la **Loi de 1905**, est un principe de grande modernité. Elle ne professe aucune croyance dogmatique mais elle recommande en toutes circonstances, l'exercice d'une pensée libre, faisant appel à la tolérance et à la raison comme au libre examen... C'est d'ailleurs pour cela que nos organisations respectives peuvent se rassembler dans le cadre de nombreux combats sociétaux.

Parce que la Laïcité est par nature éthique, elle doit être un recours, pour s'opposer à la montée et à la pratique de tous les intégrismes, fondamentalismes, et autres communautarismes, comme au retour de la barbarie ordinaire...

Certes, aujourd'hui, **la crémation est un choix d'obsèques** non seulement légalisé, mais reconnu, accepté et de plus en plus pratiqué grâce à l'implantation des équipements (crématoriums) facilitant l'exercice de cette liberté et à une moindre pratique religieuse sociétale...

Pour autant, rien n'est jamais définitivement acquis ! Nous sommes encore et toujours confrontés aux intégristes notamment religieux, infiltrés y compris dans des organismes « officiels », où leurs représentants demandent par exemple, en 2022, par écrit, l'abrogation de textes réglementaires de 1976, concernant la crémation ! De même, nous devons faire preuve de la plus extrême vigilance pour la défense des libertés existantes, telle celle concernant la dispersion des cendres après crémation. Oui, aujourd'hui

encore, certains opposants, gardiens du dogme catholique, estiment que les cendres doivent être gardées dans un cimetière ou dans un lieu « sacré », mais surtout pas être dispersées dans la nature !

Vous- mêmes amis **Libres Penseurs**, vous êtes régulièrement et encore tout récemment, confrontés à des protestations, des manifestations, des menaces, voire des agressions, des atteintes aux biens, émanant de ceux qui n'acceptent pas votre liberté d'expression et d'action, et demandent même de vous faire taire, alors que vous défendez la laïcité institutionnelle de l'Etat et des collectivités publiques.

Vous avez demandé à tous les mouvements attachés à la **Démocratie** et à la **Laïcité** de manifester leur solidarité avec vous. Comme beaucoup d'autres, sans hésitation, la **Fédération Française de Crémation** l'a fait. Nous sommes à vos côtés !

Dans ce monde délétère et incertain, nos combats sont et seront à poursuivre pour défendre la laïcité. Ainsi celui, suite au récent accord du 17 mai dernier, entre le **ministère de l'Education Nationale** et le **secrétariat général de l'Enseignement Catholique**, malgré l'article II de la loi du 9 décembre 1905. Cela constitue une grave atteinte, inacceptable, à une loi fondamentale de la République !

Oui, l'idéal laïque continue à répondre aux grandes questions de notre temps : la Pensée libre, la liberté d'expression, affranchies des crispations du vécu et des enfermements obscurantistes, sont décisives pour une pratique humaniste apaisée et fraternelle....

Au nom de tous les crémationnistes, **Frédérique Plaisant**, Présidente de notre Fédération, et moi-même, vous souhaitons de fructueux travaux !

Jo Le Lamer, Vice- Président



Congrès National de Paris de la Libre Pensée 2023

L'association des Amies et Amis de la Commune de Paris 1871 remercie la Libre Pensée de lui donner la parole à l'occasion de son congrès annuel.

Nous ne pouvons que souscrire à votre appel de « *rendre la parole au Peuple, pour un gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple!* » Un peuple exploité et méprisé qui subit un peu plus chaque jour la violence d'un État policier qui multiplie les atteintes aux libertés, remet en question l'indépendance de la justice, impose des lois totalitaires et anti-laïques et protège les puissants.

Comment ne pas se réclamer de la **Commune**? Quand des forces réactionnaires s'attachent à diviser, à exclure et à attiser la xénophobie parmi la population, à l'heure où le gouvernement remet en question le droit de grève et de manifester, fait la chasse aux réfugiés, stigmatise et dissout des associations, tolère que des syndicats policiers racistes et factieux ne cachent plus leur sympathie pour l'extrême droite et appellent à la chasse aux « *nuisibles* », nous assistons à la dérive d'une République aux institutions corrompues sur laquelle le chef d'Etat ne règne qu'en utilisant une force de plus en plus brutale.

Oui, nous devons rappeler haut et fort les idéaux des communardes et des communards qui accueillirent tous les étrangers et leur confièrent des responsabilités sans leur demander leurs papiers. Il ne serait pas venu à l'idée des élus de la Commune de penser qu'ils pouvaient gouverner contre le peuple et à plus forte raison sans lui.

Depuis sa création, voilà plus de 140 ans, notre association milite pour faire vivre la mémoire de celles et ceux qui participèrent à cette révolution du printemps 1871, avant d'être massacrés par les troupes versaillaises. Nous n'oublions pas que les rues parisiennes furent jonchées de cadavres durant **la Semaine Sanglante** et qu'une traque sans merci suivit la fin de la Commune.

Pourtant, les communards, loin de l'image sulfureuse que leurs ennemis ont voulu leur faire porter, étaient des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des blanchisseuses, des institutrices, qui s'étaient engagés pour la **Commune** avec l'espoir de changer la société et de mettre fin aux injustices sociales. Tout en luttant contre l'armée de Thiers, les **communeux** et **communeuses**, comme ils préféraient être appelés, mirent en œuvre en 72 jours des mesures porteuses d'avenir: le droit au travail, le droit au logement, le droit à l'éducation laïque et gratuite pour les filles et les garçons, la justice gratuite, la séparation de l'Église et de l'État. Les femmes y ont joué un rôle essentiel, mêmes si elles ne votaient pas, et elles se sont battues aussi sur les barricades.

La **Commune** a été la seule révolution authentiquement populaire et ouvrière de notre histoire!

Aux côtés de la **Libre Pensée**, les **Amies et Amis de la Commune** continueront à défendre les valeurs de démocratie, de liberté, de justice sociale et de laïcité. Nous vous assurons de notre solidarité et de notre soutien face aux attaques dont vous êtes l'objet.

Faisons nôtre cette citation de **Simon Bolivar**: « *Quand la tyrannie devient loi, la rébellion est un droit!* »

La **Commune** n'est pas morte! **Vive la Commune!**

Les Amies et Amis de la Commune de Paris 1871

ASSOCIATION POUR LE DROIT DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ.



ADHÉREZ



LIKEZ



RÉAGISSEZ

Chers amis libres penseurs,

La liberté ! Certainement le mot le plus beau de notre dictionnaire. Cette liberté que nous chérissons mais aussi cette liberté que nous devons défendre au quotidien.

Partout, nous le voyons bien, les libertés peuvent être remises en cause. Partout, il convient toujours de les défendre, de ne pas se reposer sur ce que nous pensions établi, d'encore et encore s'unir pour en gagner de nouvelles ou simplement ne pas en perdre.

Ces libertés unissent nos deux associations depuis fort longtemps. Celle que nous appelons « *l'ultime* », celle de pouvoir disposer de sa mort quand la vie n'est devenue que de la survie, reste à conquérir dans notre pays. Toujours, vous avez été, vous les libres penseurs, à nos côtés pour crier à cette injustice, pour montrer les hypocrisies, pour lutter contre les inégalités qui entourent ce sujet qui nous concerne tous, car oui, même si nous aimons par-dessus tout la vie, nous en avons aussi pleinement conscience : nous mourrons un jour.

De toutes ces années de combat, nous portons depuis quelque mois un grand espoir : celui d'enfin voir cette liberté établie dans la loi. Le chemin est semé d'embûches, de mensonges portés par nos opposants, de volonté d'opposer toujours de la part des mêmes, toujours de la part de ces voleurs de libertés.

Nous les connaissons. Nous n'avons aucune méchanceté pour eux quand ils préfèrent nous dépeindre comme des illuminés, comme des destructeurs de société. Ils nous imposent souvent une vérité et une certitude alors que nous ne demandons que de voir ouvert le champ des possibles en l'absence justement d'une certitude établie quand nos amis ou nous-même sommes ou serons face à la mort.

- Face à eux, nos associations ont toujours avancé ensemble.

Nous le savons bien, même si une liberté est gagnée, il faut veiller à son application et surtout à la faire vivre toujours sans que personne ne puisse, à nouveau, nous l'enlever. Nous pensons parfois aller de l'avant et certains nous montrent, hélas, qu'ils veulent revenir en arrière. Ils veulent imposer leurs dogmes, leurs croyances, à nouveau leurs certitudes. C'est ainsi que cela se passe : nous devons toujours être sur nos gardes pour ne pas voir bousculer ce qui a été mis en place ou basculer ce qui a été construit patiemment.

Nos libertés en sont les premières victimes.

Votre travail quotidien montre combien il est important de ne jamais perdre notre devoir de vigilance. Vos actions montrent combien il est primordial de toujours garder les yeux ouverts face aux attaques des autres, face à ce qu'ils veulent imposer, face à ce que nous leur objectons : notre liberté de conscience. La mort, comme la vie, n'appartient pas aux religions.

Je suis certain que dans cette liberté revendiquée par le droit de mourir dans la dignité, quand nous regarderons en arrière, bon nombre de ceux qui voulaient l'empêcher sauront dire ce qui était une erreur de leur part : celle d'avoir voulu imposer leur choix aux autres alors que nous demandions que chacune et

chacun puissent en disposer librement dans le respect de sa propre conscience. Il en est ainsi dans tous les combats, le nôtre ne pourra souffrir de cette absence.

Alors, nous n'aurons toujours aucune méchanceté contre eux car nous ne sommes pas fait de ce bois là.

Nous nous dirons, simplement et une nouvelle fois, que c'est triste qu'ils n'apprennent pas du passé et de toutes ces luttes stériles déjà menées pour empêcher d'autres libertés d'éclore.

Soyez assurés, chers amis libres penseurs, de nos plus sincères remerciements de vous savoir à nos côtés, de toujours pouvoir compter sur vous et de marcher ensemble sur ces chemins où nous n'obligeons personne et nous respectons chacun.

Jonathan Denis

Président de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD)



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

43 Boulevard Magenta – 75010 Paris

01.53.38.99.82

Cher.es ami.es de la **Libre Pensée**,

Nous avons été informés que vous teniez votre congrès à la fin du mois d'août. Les circonstances ne nous permettent pas d'y être présents, mais le **Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples** tient à vous transmettre ses salutations et son assurance de solidarité.

Le combat pour les droits humains comporte de nombreux aspects et toutes nos associations y apportent, avec leurs spécificités, une précieuse contribution. Nous suivons attentivement vos positions sur **la laïcité et la liberté de conscience** et nous partageons certains combats communs. Cela est particulièrement important à un moment où le pouvoir poursuit visiblement une politique répressive vis-à-vis du mouvement associatif militant. Vous savez combien nous partageons la défense de la liberté d'expression et d'association.

Nous vous souhaitons des travaux fructueux qui enrichiront encore la réflexion sur la véritable démocratie.

Transmettez toute notre amitié à vos congressistes.

Le Collège de Présidence du MRAP

Ligue des **droits de** **l'Homme**

FONDÉE EN 1898



Message de la LDH **au Congrès de la Fédération nationale de la Libre Pensée** Septembre 2023

La **LDH** a plus d'une fois rappelé, avec les autres associations laïques historiques, qu'il ne fallait pas toucher à la loi de 1905 et qu'il fallait défendre les libertés publiques.

Avec vous, nous avons agi pour soutenir **le principe de séparation des Eglises et de l'Etat** comme les libertés de conscience et de culte inscrites à l'article 1^{er} de la loi de 1905.

Au nom du principe de neutralité de l'Etat, nous avons, contre les poussées d'une laïcité falsifiée, défendu l'idée que la neutralité ne devait pas s'étendre à l'ensemble de la société mais qu'elle ne concernait que l'Etat, les collectivités territoriales et leurs fonctionnaires et assimilés. Ainsi, nous nous sommes logiquement retrouvés, au nom du principe de neutralité, dans le refus des crèches de Noël dans les établissements publics. Dans la même logique, nous avons refusé l'extension de la neutralité aux mères accompagnatrices des sorties scolaires, usagères (et non agentes) du service public.

La défense des libertés publiques a conduit nos organisations nationalement et localement à agir pour le respect des libertés d'association et de manifestation ainsi que contre les dérives autoritaires de l'Etat en particulier dans le cadre des violences policières qui touchent en priorité les jeunes des quartiers populaires.

Alors que nos approches peuvent être différentes, nous savons travailler pour rapprocher les points de vue pour dénoncer le projet visant à rendre obligatoire ou à généraliser (ce qui revient au même) le service national universel ou encore la mise en œuvre du contrat d'engagement républicain.

Les combats que nous menons contre les forces anti-laïques ou faussement laïques ne pourront aboutir que si nous gardons ce cap d'un travail commun respectant les particularités de chacune de nos associations.

Alors que la **LDH** a été gravement attaqué par le gouvernement, elle tient à vous remercier de votre solidarité sans faille.

Bon congrès et faisons vivre ensemble nos associations laïques historiques et avec elles, le respect des libertés et droits fondamentaux qui sont la base de notre démocratie.



Chers Amis de la **Fédération nationale de la Libre-pensée**,

L'Union pacifiste France salue votre combat pour la laïcité qui est toujours remise en cause.

Elle dénonce les attaques dont la **Libre-Pensée** et sa librairie ont été victimes, et vous assurons de notre solidarité.

Nous-nous retrouverons toujours dans nos campagnes contre la guerre, pour dénoncer aujourd'hui le combat des grandes puissances dont la population civile ukrainienne fait les frais.

Nous n'oublions pas la campagne commune pour la **réhabilitation des Fusillés pour l'exemple** dans laquelle la **Libre-Pensée** s'est beaucoup investie. Aujourd'hui, c'est principalement la campagne pour **l'abrogation du Service National Universel** qui nous unit, elle prend de plus en plus d'ampleur. Non à la militarisation de la jeunesse.

Dans la lignée de vos combats, nous souhaitons à votre congrès de fructueux travaux, et vous adressons un cordial salut.

Maurice Montet, Secrétaire Union pacifiste.

UJFP

UNION JUIVE FRANCAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام

ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

L'UJFP salue la Libre Pensée à l'occasion de son congrès

L'**UJFP** est engagée au côté du **peuple palestinien** dans sa lutte contre le colonialisme, le suprémacisme et le sionisme. Elle remercie la Libre Pensée qui a pris des positions sans ambiguïté sur ces questions.

La **Libre Pensée** a permis à l'**UJFP** de s'exprimer dans son émission sur **France Culture** et elle a publié un article d'un membre de l'**UJFP** dans « **L'Idée Libre** ».

En France, les attaques contre les libertés fondamentales se multiplient. Là encore, la **Libre Pensée** et l'**UJFP** convergent pour s'opposer à l'évolution de plus en plus militariste, raciste et liberticide de notre société.

Association juive laïque, l'**UJFP** salue le combat de la **Libre Pensée** contre ceux qui instrumentalisent la **laïcité** pour s'en prendre exclusivement aux musulmans. Ensemble, les deux associations dénoncent la **loi sur le « séparatisme »**.

L'**UJFP** apporte sa solidarité à la **Libre Pensée** face aux nombreuses attaques subies ces derniers temps

La Coordination Nationale de l'UJFP, le 26 juillet 2023



MESSAGE AU CONGRES DE LA LIBRE PENSEE DE PARIS, 2023

Chers amis, chers camarades,

C'est un honneur et une joie pour moi de rédiger un message pour le congrès de la **Fédération Nationale de la Libre Pensée**. J'ai découvert réellement la **Libre Pensée** l'année dernière, grâce à des militants formidables arrivés dans les Vosges récemment. Après lecture de « **La Raison** », j'ai rapidement voulu adhérer, me rendant compte des combats essentiels que menaient les **Libres Penseurs**, depuis plus de 130 ans. Il y a bien des oppressions dont nous devons nous libérer, notamment le cléricisme, que la **Libre Pensée** dénonce avec justesse.

Aussi, l'engagement de la **Libre Pensée** pour la Paix est remarquable. J'ai pu le constater ces derniers mois, notamment lors d'une manifestation en mai 2023, à la mémoire de **Jean Jaurès**, mort pour la paix, à laquelle j'ai été honoré de participer. Je me félicite également que la **Libre Pensée** ait répondu positivement à la demande du **Mouvement de la Paix** de participer à un stand commun pour la « **Fête de l'Huma** » 2023. Nous avons réunis autour de nous une quinzaine d'organisations sous le mot d'ordre : « **UNIS CONTRE LA GUERRE, POUR LA PAIX, CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT, NEGOCIATIONS !** »

Nous avons rédigé ensemble un texte commun que je reprends en grande partie ici. Ainsi, sans oublier la quarantaine de guerres partout sur la planète, notre stand commun a **pour objectif principal de nous réunir pour que cesse la guerre** qui s'est installée au centre de l'Europe, en Ukraine, depuis 19 mois. Cette guerre est effroyable, dramatique, avec, d'après certaines sources, plusieurs centaines de milliers de morts. Il s'agit d'une guerre de tranchées qui déstabilise la paix en Europe et qui menace de dégénérer en conflit mondial de grande ampleur.

Nous subissons une propagande de guerre quotidienne qui nous présente les belligérants selon la loi du genre : avec, d'un côté, « *les défenseurs de la démocratie et de l'indépendance des nations* », en l'occurrence **l'Ukraine** et ses mentors occidentaux, **Etats-Unis, Union Européenne**, et, sous l'égide des premiers, leur bras armé, **l'OTAN** ; de l'autre, « *l'agresseur, barbare et criminel* », la **Russie**, entourée de ses alliés, biélorusse et autres satellites. **La neutralité n'est pas admise : toute hésitation envers le soutien à l'Ukraine, est immédiatement stigmatisée comme un ralliement au fauteur de guerre Poutine**. Les voix pacifistes sont censurées, à l'exemple de **Julian Assange**, enfermé après avoir dénoncé, notamment, les guerres de **l'OTAN**. Nous avons beau dénoncer sans cesse l'invasion russe, rien n'y fait, nous sommes bâillonnés.

Or, comment ne pas réaliser que cette propagande de guerre sert de paravent à **une lutte entre oligarques, milliardaires de tous pays, entre exploités, pour le contrôle de débouchés commerciaux, des marchés du pétrole, du gaz et des denrées alimentaires** ? Comment ne pas s'apercevoir qu'il s'agit d'une formidable opportunité d'enrichissement pour les industriels de l'armement ? Et que cet enrichissement a pour corollaire ce qu'**Emmanuel Macron** désigne ouvertement comme « *une économie de guerre* », c'est-à-dire une guerre sociale dans les pays d'Europe, menée, par leurs gouvernements respectifs, contre les acquis des travailleurs, les droits sociaux (retraites), les services publics ? Comment ne pas s'inquiéter de l'embrigadement de la jeunesse via le **SNU, Service National Universel** ?

Le **peuple ukrainien** est écrasé par le **régime de Zelensky**, qui profite de la situation de guerre pour suspendre les droits sociaux des travailleurs, après avoir mené une politique discriminatoire envers les citoyens russophones, de la même manière que le **peuple russe** est écrasé par le **régime de Poutine**. Le peuple ukrainien est utilisé comme chair à canon par **l'impérialisme américain** dans une guerre d'usure **contre la Russie**, de même que le peuple russe est utilisé comme chair à canon par les milliardaires impérialistes russes pour la défense de leurs intérêts. Il n'y a là aucune des caractéristiques d'une guerre d'indépendance.

Comme dans les conflits impérialistes précédents, selon la formule si pertinente de Paul Valéry, cette guerre, « c'est le massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent et ne se massacrent pas ». Les peuples du monde n'ont rien à y gagner, alors que la catastrophe écologique s'accélère. Les milliers de milliards gaspillés pour le militaire seraient tellement plus utiles pour l'avenir de la Terre et de l'Humanité ! Les peuples ont au contraire besoin de construire la paix par l'éducation, la culture, la diplomatie la résistance et la Justice sociale.

L'escalade voulue par les **Etats-Unis** a déjà pris une tournure plus qu'inquiétante avec la fourniture d'armes en quantité importante au régime ukrainien, dans l'espoir de faire durer l'affrontement, dont des armes à sous-munitions, ce qui représente, selon la presse occidentale elle-même, *« le franchissement d'un cran éthique »*. Une catastrophe nucléaire, civile ou militaire, menace, à n'importe quelle occasion, de se produire. **Il est temps que cela cesse, immédiatement !** La seule véritable manifestation d'indépendance pour la nation ukrainienne serait qu'elle puisse mettre fin à la situation épouvantable à laquelle son peuple est soumis en obtenant un cessez-le-feu sur la base de négociations immédiates, sans qu'aucun diktat concernant un quelconque préalable ne lui soit imposé par ses mentors occidentaux.

En ce sens, un élément très important de la situation, ignoré par les médias contrôlés par le pouvoir et les milliardaires, est à mentionner : signe des temps et source d'espoir, la résistance à la guerre s'organise, comme en témoigne **la tenue, du 11 au 13 juin 2023, d'un sommet international pour la paix en Ukraine à Vienne et, le 8 juillet 2023, d'une conférence européenne contre la guerre**, présidée depuis Berlin, ces événements ayant rassemblés des représentants d'organisations pacifistes de nombreux pays.

Chers amis, chers camarades,

Je vous invite à participer à notre stand commun à la « Fête de l'Huma » 2023.

Je vous invite également à nous rejoindre dans l'action le 7 octobre 2023, lors d'une action de portée internationale, où nous nous mobilisons sous le mot d'ordre : « POUR LA PAIX EN UKRAINE, CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT, NEGOCIATIONS ! », partout en France.

Je vous remercie et vous adresse toutes mes amitiés militantes et pacifistes,

Pierre-Olivier POYARD, co-secrétaire national du Mouvement de la Paix



Chers camarades, Chers amis,

Le Congrès de la **Libre Pensée** est toujours une occasion pour la **Confédération générale du travail Force Ouvrière** d'adresser un message sincère militant et fraternel pour rappeler notre proximité de pensée et notre attachement commun – indéfectible - à la liberté et à l'émancipation des femmes et des hommes vis-à-vis de toute forme d'oppression, économique, politique ou religieuse.

Cet attachement n'est pas le reliquat d'une histoire désuète. Encore et toujours, l'actualité nous oblige à réaffirmer plus que jamais la nécessité de défendre la liberté, les libertés, toutes les libertés, la République et ses principes, la laïcité trop souvent remise en cause.

Au cours de la période récente, la question des libertés individuelles et collectives a souvent été posée dans le débat public. Rappelant que « *le syndicalisme ne saurait être indifférent à la forme de l'État parce qu'il ne pourrait exister en dehors d'un régime démocratique* », la **Confédération** a été amenée à s'exprimer et à agir chaque fois qu'elle l'a estimé nécessaire.

En premier lieu, nous nous sommes exprimés publiquement, sans ambiguïté aucune, pour condamner les attentats et assassinats terroristes dont ont été victimes des fonctionnaires, agents publics, des passants, parce qu'ils exerçaient leur mission ou pour les symboles républicains et de liberté qu'ils représentaient. Ce fut le cas des salariés blessés devant les anciens locaux de **Charlie Hebdo** – où avaient été assassinés les journalistes de l'hebdomadaire en janvier 2015, du professeur **Samuel Paty** parce qu'il instruisait des enfants à la liberté d'expression et à l'esprit critique, des trois personnes à Nice dont le seul tort fut de fréquenter une église, et d'une fonctionnaire administrative de la **Police nationale**, sans oublier l'assassinat, dans des circonstances différentes, d'une conseillère de **Pôle emploi** et d'une salariée d'une entreprise, et encore d'un policier, ces derniers mois, dans l'exercice de leurs fonctions.

Ces situations tendent à exacerber des réactions appelant à des mesures à caractère extraordinaire priant sur l'effet de sidération que subit la population. Bien souvent, alimentées par les réseaux sociaux et les chaînes d'information continue, l'émotion, l'immédiateté, la réaction sans recul dominant, le risque est grand de l'enfermement de la pensée, de l'éviction de la raison.

Il nous revient, en tant que **confédération syndicale**, d'être attentifs à la protection de la démocratie et plus particulièrement des libertés et droits essentiels à l'action syndicale.

Cela exige de nous, dans les mêmes conditions, de demeurer, en tant qu'organisation syndicale, en évitant les dévoiements en tous sens, au clair et intransigeants quant aux principes fondamentaux de la

démocratie et de la République : la liberté – la liberté d’expression, de critique et de caricature, et le rôle primordial de **l’instruction publique, obligatoire ; l’égalité et la fraternité** associées à l’unité et l’indivisibilité de la République ; la laïcité fondée sur la **loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l’Etat**. Comme nous avons rappelé notre condamnation constante de toutes formes de racisme, d’antisémitisme et de xénophobie.

Chers amis de la **Libre Pensée**, nous nous rejoignons aujourd’hui, comme hier, comme demain, avec la même détermination à défendre la **démocratie, la cause républicaine, la raison, la laïcité**. Elle est essentielle, portée par la loi de 1905 que nous devons préserver quotidiennement de tout détournement et remise en cause.

En 2023 comme en 1905, militer pour l’émancipation de la pensée reste un combat essentiel.

Frédéric Souillot, Secrétaire général de Force Ouvrière

Adresse de la FSU aux congressistes de la Fédération nationale de la Libre Pensée.

Adresse de la FSU aux congressistes de la Fédération nationale de la Libre Pensée.



ENGAGÉ-ES POUR UNE
SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

La FSU transmet ses salutations fraternelles aux congressistes de la Fédération nationale de la Libre Pensée.

La FSU tient à affirmer tout d'abord son soutien à La Libre Pensée face aux attaques et agressions de la part de l'extrême droite et des « ultras catholiques ».

L'attachement de notre Fédération à laïcité nous conduit à affirmer avec la même vigueur que vous la liberté de conscience et l'absolue nécessité de la séparation des Églises et de l'État.

Y renoncer mettrait en péril la lente construction qui, depuis les *Lumières* et la *Révolution française*, nous a progressivement dotés des principes constitutionnels et légaux qui enjoignent à la République d'assurer la liberté de conscience.

Y renoncer serait une menace pour notre démocratie.

La **loi de 1905** a défini nos exigences fondamentales : **la République assure la liberté de conscience**, c'est-à-dire qu'elle en garantit l'exercice y compris en garantissant le libre exercice des cultes, c'est à dire la manifestation collective d'une appartenance religieuse.

La condition de l'effectivité de cette liberté est que l'État ne reconnaisse aucune religion, c'est-à-dire se garde de l'expression de toute appréciation sur la question religieuse et n'engage aucune dépense qui puisse subventionner un culte. Et pour l'affirmer, la **loi de 1905** a choisi une formule sans équivoque : séparer les Églises de l'État.

Ce double attachement à la liberté et à la séparation, nous en proclamons aussi la nécessité pour que l'École publique garantisse une formation protégée de toute influence dogmatique et soit capable de construire un jugement raisonné, fondé sur l'esprit critique, sur les savoirs et la culture commune pour que soit permis à chacun d'exercer sa vie citoyenne et sociale de façon à la fois libre et responsable. Cela suppose, au sein de l'école, la neutralité des agents de l'État et le refus de tout prosélytisme.

Ces principes sont clairs et constituent le fondement légal de la laïcité. Nous y sommes profondément attachés et n'aurons de cesse de les défendre.

Pour ce faire, nous devons lutter pour résister à tout ce qui peut et pourra y faire entrave.

- Alors que la privatisation de l'Éducation ne cesse de croître, nous affirmons que la seule destination de la subvention publique doit être l'École publique. Nous ne pouvons pas accepter que l'impôt puisse être mis au service du prosélytisme religieux et dogmatique, d'autant que le soutien financier aux écoles privées contribue à la discrimination sociale et aux inégalités scolaires.
- Nous affirmons aussi qu'en renonçant au statut des fonctionnaires, le service public se priverait de ses garanties essentielles inscrites dans l'équilibre légal des droits et des obligations. La libéralisation des modes de recrutement des agents, la fragilisation de leur statut et l'acculturation des modes de gouvernance aux conceptions de l'entreprise privée constituent autant de menaces qui éloigneront progressivement l'action publique de ses impératifs de neutralité et de laïcité.
- Nous ne pouvons pas admettre que la laïcité soit instrumentalisée pour stigmatiser une partie de notre population au nom de la lutte contre les extrémismes. Si nous condamnons sans réserve la violence aveugle des idéologies extrémistes, nous n'accepterons jamais qu'elle puisse être le prétexte d'une stigmatisation xénophobe et raciste.
- Enfin, nous affirmons que l'éducation vise la liberté du citoyen, une liberté éclairée par les savoirs et la culture commune, une liberté guidée par la tolérance et le respect, une liberté fondée sur la raison. Au sein des établissements scolaires, cela ne peut se confondre avec la surenchère de prescriptions comportementales ou vestimentaires, l'obsession sécuritaire ou les stratégies d'exclusion. L'éducation laïque préfère toujours les persévérances de la pédagogie aux impatiences de l'injonction, la progressive appropriation des valeurs aux adhésions superficielles suscitées par la rhétorique et la patience du débat aux discours dogmatiques du maître.

Ces principes essentiels nous devons les défendre, dans une volonté syndicale et associative, avec toutes celles et ceux qui les partagent. Dans une société que les inégalités ne cessent de diviser et où les discours haineux mettent en péril la fraternité indispensable à notre vie commune, c'est par cette volonté partagée que nous construirons la paix et la tolérance

Alors que des menaces pèsent sur nos libertés associatives et syndicales, qu'elles s'expriment parfois avec violence contre nos locaux ou nos militants, nous devons faire preuve d'une solidarité qui, au-delà de nos divergences, doit être guidée par notre attachement commun à la démocratie et notre volonté d'en transmettre les valeurs.

Chères et chers camarades de la Libre Pensée, la FSU vous souhaite un excellent congrès.



Message de la CNT-f au congrès de la FNLP de Paris (Août 2023)

Prenant ses racines aux origines du syndicalisme ouvrier, celui de la *vieille CGT* du début du siècle dernier, la **CNT** est issue de la **CGT SR** créé suite à une scission avec la **CGT-U** en 1926. Interdite sous l'occupation, elle renaît de ses cendres après la 2^{ème} guerre mondiale, en 1946 précisément, sous le nom de CNT en hommage à la **CNT espagnole** qui a combattu le franquisme et animé la **Révolution sociale** entre 1936 et 1939.

Si nous intervenons sur le terrain spécifiquement économique, nous ne pouvons rester insensibles à notre environnement social et politique qui conditionne aussi nos possibilités d'intervention face à l'état et aux patron.ne.s.

Depuis des décennies les libertés publiques et individuelles sont sans cesse remises en cause et restreinte par les gouvernements successifs. Aujourd'hui plus que jamais la **V^{ème} République**, celle du **coup d'état permanent** dénoncé en son temps par **Mitterrand**, qui, une fois au pouvoir, s'en est bien accommodé, montre son vrai visage.

Les attaques liberticides de **Macron** et son gouvernement se déchaînent : **Loi sécurité globale, loi séparatisme, état d'urgence sanitaire, couvre-feu dans les quartiers populaires** ... tous cela cautionné par le conseil constitutionnel ou la justice administrative. Ce recul des libertés publiques que nous avons dénoncées et combattues et que nous continuons à combattre à vos côtés et à celui de nombreuses associations, syndicats, organisations politiques ...se poursuit plus que jamais aujourd'hui.

Dernièrement, le énième assassinat, par la police, d'un jeune racisé : **Nahel** a été l'élément déclencheur de la révolte des banlieues. Les manifestations de soutien à cette révolte des quartiers ont été interdites par le pouvoir pour tenter d'empêcher toute expression de solidarité et de soutien avec la partie la plus exploitée du prolétariat : La jeunesse de couleur souvent privée d'emploi, parquée dans des logements dégradés situés dans des cités dépourvues de service public. Ces attaques contre les libertés publiques, mais aussi les libertés syndicales, la liberté d'association par l'instauration du **contrat d'engagement républicain** nous réunissent régulièrement sur le terrain de la lutte sociale.

Face à la volonté du gouvernement de militariser la jeunesse par la mise en place du **SNU**, notre **Fédération de l'Éducation**, ainsi que de nombreux syndicats de la **CNT** se trouvent à vos côtés au sein du **Collectif anti SNU** pour empêcher l'embrigadement des jeunes. L'an dernier la Libre- pensée et l'**UL CNT 26** ont organisé, conjointement, à Montélimar, une réunion publique pour informer la population des dangers du **SNU**.

Le combat que vous avez initié avec l'**Union Pacifiste** pour la réhabilitation par la République de tous les **Fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918**, même s'il n'a pas encore abouti est tout à votre honneur.

La défense des services publics en général et celui de l'Éducation en particulier avec nos spécificités propres nous réunira notamment pour que les fonds publics soient réservés aux seules écoles, collèges, lycées publics et que la laïcité ne soit pas instrumentalisée pour combattre la population de confession musulmane.

Le gouvernement qui attaque frontalement la classe ouvrière en remettant en cause les conquises sociaux, comme dernièrement les retraites, traite ses opposants les plus combatifs de factieux, alors qu'il caresse dans le sens du poil l'extrême droite qui n'hésite plus à déverser dans la rue et les médias complices sa haine anti-immigré.e.s.

Vous avez été menacé.e.s par l'**ultra-droite** qui ne supporte pas que vos recours juridiques contre les atteintes à la laïcité par des mairies gérées par le **RN**, voire par la droite dite *classique* les obligent à retirer, par exemple, les crèches dans les mairies. Votre siège Parisien a été tagué par des **nazillons**, acte que nous condamnons fermement.

Même si nous n'avons pas réussi à empêcher le recul de l'âge de départ à la retraite, la révolte gronde toujours. Nos spécificités voire nos divergences éventuelles ne doivent pas empêcher de tout mettre en œuvre pour que, par la lutte pour l'égalité économique et sociale, triomphe la révolution sociale et ...l'émancipation des opprimé-e-s !

Cher-e-s camarades de la **Libre-Pensée** nous vous souhaitons un bon et fructueux congrès.

C.N.T. 33 Rue des Vignoles 75020 PARIS
Bureau confédéral :

Aux congressistes de la Fédération nationale de la Libre Pensée

Nous vous adressons ce message au nom de l'**Union syndicale Solidaires**. Bien entendu, nous vous souhaitons tout d'abord pleine réussite pour vos travaux du 22 au 25 août 2023.

Lors de l'année écoulée, nous avons eu l'occasion de travailler ensemble, sur le plan national et, avec des réalités diverses, sur le plan local :

- Dans la suite du travail entamée précédemment avec le **collectif Non au SNU**.
- **Contre des décisions liberticides** du gouvernement, **contre l'extrême-droite, la répression patronale** ou encore **les violences policières**.
-

Nous nous retrouvons aussi, chaque année, pour la **célébration de l'anniversaire de la Commune**.

La Fédération nationale de la Libre Pensée et l'Union syndicale Solidaires sont, avec l'Union pacifiste, à l'origine du collectif Non au SNU. Lors de votre précédent congrès, nous disions : « *nous avons eu l'occasion d'organiser plusieurs réunions, de publier divers écrits, de participer à des émissions de radio, et nous continuons à mener campagne contre cette entreprise d'embrigadement de la jeunesse.* ». Tout pareil aujourd'hui pourrions-nous dire ! Ajoutons que ces derniers mois, les collectifs locaux **Non au SNU** se sont multipliés, les actions contre l'embrigadement de la jeunesse ont été assez nombreuses au printemps dernier, les prises de positions syndicales contre le SNU se succèdent.

La Fédération nationale de la Libre Pensée et l'Union syndicale Solidaires ont œuvré pour que les deux collectifs nationaux intervenant sur le **SNU** prennent une position commune. Force est de constater que nous avons rencontré quelques difficultés, des deux côtés, pour avoir un accord unanime ; mais l'expression unitaire de multiples organisations associatives, syndicales, partidaires, culturelles et de collectifs qui a été publié est tout de même une réussite ; rappelons qu'elle se conclue par le fait que « **les deux Collectifs, Non au SNU** » et **Jeunesses Citoyenneté Émancipation, demandent l'abandon et l'abrogation du Service National Universel** ».

Depuis des années, la laïcité est un thème instrumentalisé par le gouvernement et divers courants réactionnaires pour entretenir des discriminations, pour tenter d'imposer des mesures liberticides. Sur ces deux sujets, nos deux organisations se sont retrouvées – avec bien d'autres - dans des collectifs, des appels, des tribunes, des manifestations...

Pour autant, c'est aussi un sujet sur lequel des approches différentes existent, parmi nos membres, parmi nos organisations professionnelles et nos unions interprofessionnelles. Se fédérer, ce n'est pas uniformiser ; c'est avancer ensemble, à partir d'un socle commun librement accepté, en acceptant le débat sur les points de désaccords. Les positions exprimées par la **Libre Pensée** à propos de la laïcité, d'une manière générale, mais aussi dans le contexte contemporain, font partie des outils utilisés dans nos discussions.

Ces dernières semaines, la Fédération nationale de la Libre Pensée a exprimé son total soutien aux travailleurs immigrés Sans-Papiers, en l'occurrence ceux exploités par Emmaüs. **C'est un des axes d'intervention essentiels de l'Union syndicale Solidaires**. En lien avec divers collectifs de Sans-Papiers, parfois dans des cadres unitaires plus larges, toujours sur la base d'un syndicalisme de classe et de masse, à l'exemple de lutte que mène depuis presque deux ans maintenant nos camarades sans-papiers de Chronopost, à Alfortville dans le Val-de-Marne ou de DPD, au Coudray-Montceaux en Essonne. Et bien d'autres encore...

La liberté d'association, durement attaquée ces derniers temps, est un des combats menés par la Fédération nationale de la Libre Pensée. Voilà encore une préoccupation qui nous est commune ! Nos deux organisations – et bien d'autres – se retrouvent contre le réactionnaire **contrat d'engagement républicain**, les dissolutions dites administratives mais réellement politiques, toutes les tentatives de mise au pas.

La Fédération nationale de la Libre Pensée a publié diverses contributions à propos du droit de mourir dans la dignité. Quel rapport avec nous, qui sommes une organisation syndicale ? Eh bien, sur l'initiative notamment de notre **Union nationale interprofessionnelle des retraité·es Solidaires** (UNIRS), nous réfléchissons aussi à cette question. Le dernier numéro de notre revue [Les utopiques](#) aborde ce sujet, et bien d'autres, dans le cadre d'un dossier intitulé « En retraite mais pas en retrait ».

A propos de retraite, il serait de mauvais goût de notre part de ne pas mentionner le refus de la nouvelle contre-réforme gouvernementale, et la lutte menée au premier semestre 2023. Ce n'est pas le lieu pour nous étendre sur ce sujet, mais nous voulons toutefois mentionner à quel point il est important pour toutes et tous les progressistes d'en tirer le bilan, de dégager des enseignements ... et de les mettre en œuvre pour aller vers l'émancipation sociale et rompre avec les reculs pour notre classe sociale, qui sont de nouvelles conquêtes pour la minorité qui nous exploite.

Terminons par un extrait de la déclaration commune adoptée le mois dernier par de multiples organisations syndicales, associatives, politiques et des collectifs :
« L'appauvrissement systématique des services publics a largement contribué à marginaliser des quartiers et des territoires entiers, accentuant d'autant un sentiment d'abandon amplifié par le contexte économique d'appauvrissement, d'inflation et d'inégalité sociale. S'ajoutent les tensions entre population et police qui viennent de loin et s'inscrivent dans une histoire tissée d'injustices, de préjugés, de violences, de discriminations, de racisme... Et toutes les violences sociales et policières qui s'ajoutent sont autant de signes des défaillances des politiques publiques. »
L'Union syndicale Solidaires a été à l'initiative de ce texte publié après le meurtre du jeune **Nahel** à Nanterre, et la **Fédération nationale de la Libre Pensée** en est bien sûr signataire.

Refus du **SNU**, antifascisme, laïcité, libertés individuelles et collectives, émancipation sociale, ... voilà quelques sujets que nous partageons et pour lesquelles **l'Union syndicale Solidaires** entend continuer à travailler avec la **Fédération nationale de la Libre Pensée**.

Bon congrès à vous toutes et tous !

Pour l'Union syndicale Solidaires :
Frédéric Bodin
Christian Mahieux



Emancipation!

Tendance intersyndicale

Salutations d'Emancipation au congrès national de la Libre Pensée

Bonjour camarades,

A l'occasion de votre congrès, recevez les salutations **d'Emancipation** tendance intersyndicale (tendance syndicale issue du syndicalisme révolutionnaire, regroupant des membres de divers syndicats de l'Education nationale).

L'année passée aura confirmé que nous sommes dans une situation pleine de contradictions. D'un côté, le gouvernement fait avancer ses projets néfastes pour le compte de la bourgeoisie et du capitalisme français. Avec toute sa politique au service du grand patronat bien entendu (notamment la contre-réforme des retraites), mais aussi avec le démantèlement progressif des libertés démocratiques.

Hier, il dissolvait de nombreuses associations, notamment les "**Soulèvements de la Terre**", il portait un coup à la **liberté d'association** et à la **loi de 1905** par sa loi "**séparatisme**". Aujourd'hui il serait question de donner aux forces de police un statut spécial comme il en existe ou a existé dans des régimes autoritaires. Cette politique favorise le développement de forces d'extrême-droite voire fascistes, souvent elles-mêmes liées à des fractions de l'appareil militaire ou policier, qui n'hésitent plus à menacer ou à attaquer physiquement les militant.es ou organisations forces progressistes. Ainsi la **FNLP** elle-même a été menacée, ce qui a suscité de nombreuses réactions de solidarité dont la nôtre.

Cette politique s'inscrit dans un contexte de montée des nationalismes et des militarismes, d'une relance à la "**course aux armements**". L'invasion de **l'Ukraine** est une des manifestations de ces réalités, et sert de prétexte pour les amplifier.

Mais d'un autre côté, il y a des résistances de la classe travailleuse. Avec bien entendu l'immense lutte populaire pour combattre la contre-réforme des retraites. Mais aussi les mobilisations écologistes, féministes, antiracistes. Cette situation appelle à la fois à l'unité et aux débats. A l'unité, car il est nécessaire de construire des alliances entre les différents secteurs et organisations qui se mobilisent. Aux débats, car mettre en échec la politique de ce gouvernement et construire une alternative au système capitaliste ne se feront pas naturellement.

Par exemple, prenons la mobilisation sur les retraites. Il était indispensable qu'il y ait unité syndicale pour le retrait du **projet Macron** ; mais peut-on considérer qu'on peut faire reculer **Macron** uniquement avec des "**jours d'action**" de 24 heures ? Peut-on considérer qu'on peut faire reculer **Macron** sans poser les questions de l'auto-organisation et du contrôle démocratique du mouvement par la base, de la conduite de la grève par les grévistes, de la reconduction des grèves avec **comme perspective la grève générale** ?

Plus généralement, aujourd'hui le capitalisme approfondit son cours réactionnaire dans tous les domaines, allant jusqu'à menacer les bases de la vie humaine sur Terre. Cela provoque inévitablement des luttes. Ces luttes peuvent souvent surprendre par leurs formes inhabituelles, souvent confuses et hétérogènes, et naissant hors du mouvement ouvrier classique. Luttés féministes, écologistes, luttés des **Gilets Jaunes**, antiracistes, pour les libertés démocratiques... vont constituer un enjeu important pour le mouvement ouvrier et démocratique ; sa responsabilité dans cette situation est de ne pas apparaître comme un commentateur passif, et encore moins d'être un "**partenaire social**" du gouvernement et du patronat. Sa responsabilité est de tisser des liens avec ces mouvements sociaux et d'y participer sur ses propres bases, pour faire avancer sa perspective historique : en finir avec le capitalisme et l'exploitation des humains comme de la nature.

Il est donc fondamental de mener les débats dans la clarté, et aussi de réaliser l'unité sur différents sujets. Nous en citerons en particulier deux, où nos organisations sont directement impliquées :

- le combat contre le **Service national universel** (SNU) : nous voyons avec satisfaction ce combat monter en puissance, notamment au travers du cadre unitaire constitué par le **collectif national contre le SNU**.
- la lutte contre les violences policières et le racisme d'Etat : suite à la révolte des quartiers populaires en juillet, un cadre unitaire appelle à des manifestations le 23 septembre.

Pour finir, nous insisterons – car nous sommes avant tout des personnels de l'Education – sur une autre lutte qui s'annonce importante pour les mois à venir : celle de **l'Ecole publique et laïque**. Elle est aujourd'hui elle est en ruines, notamment le lycée après la mise en place de **Parcoursup** et la liquidation du Bac national. Mais ils veulent aller encore plus loin : territorialisation, casse du lycée professionnel, casse du métier avec le "*pacte enseignant*", etc... il est indispensable que les mobilisations se développent pour le retrait des mesures gouvernementales !

Nous terminerons sur un dernier point : ***merci de votre attention, et bon congrès !***



Montreuil, le 16 août 2023.

Au Congrès de la **Fédération Nationale de la Libre Pensée**, la **FERC CGT** et ses militant.e.s apportent leur salut et leur soutien.

Elle rappelle que la **FERC** et la **FNLP** partagent nombre de positions communes (défense de la loi de 1905, opposition au SNU...)

La **FERC** rappelle qu'elle a, lors de son 14^{ème} Congrès de Mai 2023, voté à l'unanimité une motion de solidarité (voir document joint).

La **FERC** souhaite aux Congressistes de la **Fédération Nationale de la Libre Pensée** de bons et fructueux travaux.

Charlotte VANBESIEN
Secrétaire Générale de la FERC CGT.



**FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION
DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE**

263, rue de Paris - case 544 - 93515 - Montreuil cedex - Tél. 01 55 82 76 12 - Fax 01 49 88 07 43

Internet : www.ferc-cgt.org e-mail ferc@cgt.fr



LA FRANC-MAÇONNERIE ET TOUS SES RITES AU CŒUR DE LA MIXITÉ

Le **Congrès National de la Libre Pensée** nous offre une occasion particulière de réfléchir à notre modèle démocratique et au vivre ensemble que nous souhaitons.

En tant qu'**Obédience maçonnique** nous n'avons pas vocation à structurer la société mais à permettre à chacun de s'émanciper des dogmes quelles que soit leurs origines et de conquérir ainsi son autonomie.

Nous sommes inquiets des évolutions de notre modèle démocratique.

La persistance, après les attentats et la pandémie de la **Covid 19**, d'un modèle de gouvernance basé sur l'état d'urgence est interpellante.

"**Nous**" citoyens, avons accepté des restrictions de nos libertés en échange de plus de sécurité pour faire face à la violence des attentats, et plus tard à la violence de la crise sanitaire. Ce choix collectif entendait aussi un retour à la normale, mais nous assistons plutôt à l'installation d'un modèle basé sur la crise permanente qui justifie des politiques restrictives des libertés. Nous pouvons légitimement nous interroger sur la proportionnalité entre les risques encourus et les mesures prises.

Second élément d'inquiétude, l'installation d'un modèle de gouvernance dans lequel la **démocratie parlementaire** est mise en difficulté par un basculement du pouvoir vers l'**Exécutif**, le gouvernement.

Quelles sont les grandes avancées législatives prises au sein de l'**Assemblée Nationale** et du **Sénat** au cours des dix dernières années ? Si le citoyen ressent que celle ou celui qu'il a élu n'est qu'un presse-bouton, il risque de se désintéresser voire de se désaffilier du système au risque de rechercher la femme ou l'homme (le plus souvent) providentiel qui pourra incarner un pouvoir fort.

Ces deux évolutions ne sont pas que françaises, elles s'observent au sein de tous les pays de l'**UE** et sont d'autant plus inquiétantes.

La démocratie constitue l'espace politique de la libre pensée.

Il est donc essentiel de régénérer la démocratie pour que l'espace des libertés s'élargisse au lieu de se restreindre.

Dans un autre domaine, nous sommes viscéralement attachés à la **liberté de conscience**, c'est à dire le droit de croire ou de ne pas croire, de pratiquer la religion de son choix, d'en changer, dans le respect des règles communes. Il n'existe pas de hiérarchie entre religions, il n'y a pas d'un côté la "*bonne*", celle qui serait acceptable, et les autres.

La légitimité de l'Etat repose sur sa capacité à appliquer à tous les mêmes règles, aucune concession n'est possible en la matière et nous devons être vigilants.

L'action de la **Libre Pensée** est génératrice d'une réflexion de fond sur nos modes de vivre ensemble, dans le respect du principe de laïcité qui est le seul garant de l'exercice de nos libertés.

Christiane Vienne
Grand Maître de la Grande Loge Mixte de France



Communiqué au Congrès 2023 de la Fédération Nationale de la Libre Pensée

Chères amies, chers amis,

La **Fédération Française de l'Ordre Maçonique Mixte International le Droit Humain** remercie sincèrement et fraternellement la **Fédération Nationale de la Libre Pensée** pour le « temps de parole » qui lui est accordée à l'occasion de son Congrès.

Comme vous, les **Francs-Maçons du Droit Humain** sont attachés à la Liberté de Pensée, celle qui autorise chacun à exprimer sa singularité dans la dignité et le respect, à vivre sans crainte et sans pression quelles que soient ses convictions et ses croyances, à exister en accord avec sa conscience et ses aspirations.

Comme vous, ils sont attachés aux principes de la République, ceux de **Liberté, d'Égalité, de Fraternité** et de **Laïcité**. Ils sont le fondement de l'œuvre que nous travaillons dans nos Temples et que nous souhaitons porter au dehors, autour de nous, dans la société et dans le monde afin que, comme le stipule notre Constitution internationale, tous les êtres humains puissent bénéficier de la justice sociale dans une humanité fraternellement organisée.

L'année 2023 est pour l'**Ordre Maçonique Mixte International le Droit Humain** une année d'anniversaire. Il y a cent trente ans, sous l'impulsion d'un homme, **Georges Martin** et d'une femme **Maria Deraismes**, a été créée la première loge maçonnique mixte au monde. Cette égalité entre les femmes et les hommes revendiquée, défendue et voulue depuis le premier jour au sein de nos ateliers est pour nous le symbole d'un droit essentiel auquel chacun peut non seulement aspirer mais doit bénéficier quel que soit le lieu de sa naissance et de son existence.

Comme l'ont été plusieurs de nos fondatrices, nous n'oublions pas que **Maria Deraismes** fut en son temps un membre actif de votre **Fédération**, que son engagement y fut conséquent puisqu'elle fonda la **Libre Pensée de Seine-et-Oise** et que, depuis, de nombreux Francs-Maçons sont, à titre individuel, membres de votre Fédération.

Nous réitérons la condamnation des actes de violence dont La **Libre Pensée** fait l'objet, tout en espérant qu'ils cessent afin de permettre de vous consacrer sereinement aux objectifs qui sont les vôtres et de développer les projets à mettre en œuvre. Nous vous renouvelons notre soutien fraternel.

Dans cet espoir, la **Fédération Française du Droit Humain** adresse à l'ensemble des participants de ce Congrès des vœux d'excellents et fructueux travaux.

Amande Pichegru
Président du Conseil National
Fédération française de l'Ordre Maçonique Mixte International LE DROIT HUMAIN



GRANDE LOGE MIXTE UNIVERSELLE



DEPUIS 1973

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

La **Grande Loge Mixte Universelle** dans sa Constitution s'engage à diffuser l'idéal laïque, expression des principes de raison, de tolérance et de fraternité. Elle s'engage aussi à promouvoir et à défendre la laïcité dans les structures et les institutions de la République.

La **Grande Loge Mixte Universelle** apporte son soutien à la **Fédération Nationale de la Libre Pensée** face aux agressions verbales, physiques et notamment de la dégradation de ses locaux dont elle est victime dans plusieurs villes de France.

La **Grande Loge Mixte Universelle** sera toujours aux cotés des associations qui promulguent et défendent la liberté absolue de conscience, la tolérance mutuelle ainsi que le respect de la loi de 1905 fondement de notre République.

Le 28 juin 2023

**Pour le Conseil de l'Ordre de la GLMU
Bernard Dekoker-Suarez**

Grand Maitre

8 rue Voltaire 93100 MONTREUIL
Tél. : 01 44 93 36 04
Site : www.glm.fr - E-mail : contact@glm.fr
N° SIRET : 43519265300028
Association régie par la loi de 1901



Bonjour camarades,

Nous avons été, durant ce mois-ci, très pris et notamment récemment avec les **Rencontres Internationales Anti-Autoritaires de St-Imier** fin juillet.

Nous n'avons malheureusement pas pu vous écrire un texte à temps, mais apprécions et saluons tout de même votre proposition.

A bientôt dans les luttes,

Salutations anarchistes,

Ludo,
pour les Relations Extérieures de la FA



J'adresse mes salutations fraternelles à **l'une des principales associations de défense de la laïcité**; dont je salue la qualité des débats et des propositions, avec qui nous avons déjà partagé bien des combats.

La lutte pour la **défense de la laïcité et de la République** est redevenue de plus en plus âpre.

La constitution d'un axe réactionnaire qui regroupe l'extrême-droite jusqu'à la macronie trouble le débat public à telle enseigne que nombre de combats au nom de la laïcité ne servent qu'à masquer un **racisme anti-musulmans** de moins en moins caché, à l'encontre des principes universels de la République sociale. Les accusations fantasmées **d'islamo-gauchisme, de wokisme**, visent à exclure celles et ceux qui ont pour boussole la laïcité telle que conquise avec la **loi de 1905** : liberté de conscience, mais aussi de culte, et neutralité de l'État.

Nous subissons tous les attaques verbales et physiques de l'extrême-droite : **Jean-Luc Mélenchon** a été l'objet de deux tentatives d'attentats ; la **librairie de la Libre Pensée** a été dégradée dans le passé et récemment menacée. Ces vrais dangers de l'extrême-droite hélas émeuvent souvent moins que la couleur des robes des lycéennes.

Pendant que se multiplient des polémiques délétères alimentées notamment par une presse aux ordres, les combats légitimes pour **l'Ecole laïque** ne sont plus soutenus, et le gouvernement **Macron** a d'un côté affaibli l'école avec son ministre **J.M. Blanquer** et de l'autre multiplié les aides à l'enseignement privé. La nomination de **Gabriel Attal** n'augure rien de mieux.

Fonds publics à l'Ecole publique !

Heureusement nous remportons encore des batailles. Je salue les efforts des **Fédérations départementales de la FNLP** qui agissent pour le respect de la **loi de 1905**, notamment son **article 28**, qui déclenche bien souvent les ires de l'extrême-droite. La laïcité n'est pas à géométrie variable.

Je rappelle aussi combien je suis fier d'avoir porté à **l'Assemblée Nationale** le projet de loi concernant la **Réhabilitation des Fusillés pour l'exemple**. Victoire historique ! Même si le **Sénat** a bloqué la mesure, nous sommes sur la bonne voie.

Bon congrès !

Bastien Lachaud, Député LFI-NUPES

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - Tél : 01 48 01 88 20
E-mail: poi@fr.oleane.com - www.partiouvrierindependant-poi.fr

A l'attention de la Fédération Nationale de la Libre Pensée

Paris, le 21 juillet 2023

Chers camarades, chers amis,

Dans quelques semaines, vous tiendrez votre prochain **Congrès national**. Chaque année depuis un certain temps déjà, nous tenons à vous témoigner à cette occasion notre soutien, notre fraternité, notre attachement aux combats que mène la **Libre Pensée**, en particulier concernant la **défense de la loi du 9 décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État**.

Camarades, si nous souhaitons renouveler notre plein et entier soutien, nous le faisons avec d'autant plus de solennité que la période dans laquelle nous sommes tous plongés est toute particulière ; situation qui voit de plus en plus le pouvoir emprunter une pente dangereuse, celle des pouvoirs minoritaires et isolés, menaçant continuellement et avec à chaque fois davantage d'acuité les libertés publiques.

Camarades, dans le combat pour la **défense des libertés publiques**, nous l'avons maintes et maintes fois constaté, et les derniers développements l'ont à nouveau vérifié, la **Libre Pensée** ne fait jamais défaut.

Pour ne reprendre que la période la plus récente, nous avons tous en tête votre détermination dans le refus de la **loi Sécurité globale** ou de la **loi Séparatisme**...et plus récemment encore la campagne que vous avez engagée contre les violences policières d'Etat. Ou encore votre présence à nos côtés et avec beaucoup d'autres organisations dans l'appel « **Notre Pays est en deuil et en colère** » suite au meurtre du **jeune Nahel** par un policier.

Camarades, tous ces combats démontrent une nouvelle fois la place de la **Libre Pensée**, une organisation qui entend rester fidèle à son histoire, une histoire toute entière consacrée au combat pour les libertés démocratiques.

Une organisation qui ne se laisse pas dévier. Comme le démontre votre pugnacité **contre le SNU et la militarisation de la jeunesse**, malgré la pression ambiante impulsée par **Macron** pour faire accepter la guerre en Ukraine pour les besoins des impérialistes. Ou comme le démontre encore votre détermination à poursuivre le combat malgré la campagne d'intimidations et d'agressions à votre encontre.

Camarades, sur ce dernier point, concernant les agressions dont vous faites l'objet, vous le savez mais nous vous le disons à nouveau : **dans le combat pour défendre la Libre Pensée, le POI sera à chaque fois à vos côtés**.

Camarades, nous vous souhaitons un excellent congrès.

Fraternellement,

Le secrétariat permanent du POI



Salut des militants franchement communistes du PRCF aux congressistes de la FNLP

Chers camarades de la FNLP,
Chers camarades **Jean-Sébastien** et **Christian**,

Les militants franchement communistes du **PRCF** et de la **JRCF** souhaitent plein succès à votre congrès 2023.

Il se tient dans des circonstances extrêmement préoccupantes qui nécessitent l'action convergentes de tous les démocrates épris de paix, de progrès social et de liberté de pensée.

Sur le plan géopolitique, et sans qu'il soit question d'idéaliser le régime contre-révolutionnaire russe, l'Empire euro-atlantique dominé par Washington et régionalement piloté par Berlin se prépare très officiellement depuis plusieurs années, avec la pleine complicité des euro-gouvernements français successifs, à un "*conflit global de haute intensité*" dont l'enjeu est le maintien de l'hégémonie planétaire de plus en plus branlante de l'**UE-OTAN** et de la zone euro-dollar. Quand bien même on considérerait le pouvoir russe comme coresponsable à égalité de la guerre en Ukraine, sans tenir compte de la tentative archi-grossière d'encerclement par l'**OTAN**, dont la Russie est la cible de la Baltique au Caucase depuis l'auto-dissolution antidémocratique de l'**URSS**, les véritables amis de la paix ne peuvent ignorer la manière dont les médias d'Etat français cultivent jour et nuit une russophobie et une sinophobie harcelante qui visent à conditionner les esprits à une union sacrée impérialiste qui est le contraire même de l'indépendance intellectuelle et de l'esprit critique.

En France même, le mouvement populaire est pris en étau entre, d'une part, la fascisation galopante sur fond d'Etat policier (que vient de révéler davantage l'assassinat du jeune **Nahel**), d'anticommunisme d'Etat promu par l'UE et de lepenisation des contenus idéologiques, et, d'autre part, la marche précipitée par **Scholz** et **Macron** vers l'"*État fédéral européen*", c'est à dire vers un empire supranational du grand capital imposant sa politique néolibérale totalitaire à l'échelle d'un continent, et si possible à l'échelle de l'Eurasie.

Moins que jamais il ne faut donc aujourd'hui confondre le nationalisme xénophobe et réactionnaire du **RN** et des **LR** avec la légitime défense républicaine des peuples d'Europe tant il est clair que, face au supranationalisme oppressif, retentit avec justesse le mot de **Jaurès** "*l'émancipation nationale est le socle de l'émancipation sociale*".

Réagissons ensemble au projet ultraréactionnaire de supprimer le droit de veto des pays de l'**UE** qui permettrait désormais au grand capital de faire passer à l'échelle supranationale, armée européenne et gendarmerie européenne à l'appui, n'importe quel projet antisocial ou clérical en balayant tout ce qui subsiste en France des conquêtes de la **Révolution française**, de la **Commune de Paris**, du mouvement pour la **laïcité de l'Ecole et de l'État**, du **Front populaire** et du **CNR**. Dans les conditions qui résultent de la destruction contre-révolutionnaire du camp socialiste européen, de tels États-Unis d'Europe ne seraient rien d'autre qu'une monstrueuse Ste-Alliance entièrement tournée contre les peuples et contre la possibilité même du socialisme en France et en Europe.

C'est pourquoi malgré nos différences fortes de lecture de l'histoire française et européenne du XXème siècle, nous savons que nous nous retrouverons avec la **FNLP**, cette sentinelle permanente de la laïcité abhorrée par la réaction

pour défendre contre le totalitarisme euro-atlantique qui monte, contre sa politique fascisante, cléricale et anticommuniste, contre son économie unique néolibérale, contre sa volonté trop peu combattue d'imposer la langue unique du grand marché transatlantique, la possibilité d'une République française laïque, sociale, indivisible, fraternelle et sociale ouverte à la coopération égalitaire avec tous les peuples du monde.



**Message du
Parti Communiste des Ouvriers de France**

Au congrès de la Libre Pensée

Cher (e)s ami (e)s de la **Libre Pensée**

Nous dénonçons les attaques dont vous avez été victimes et vous adressons notre solidarité.

Nous nous retrouvons, avec d'autres organisations, sur plusieurs questions et fronts de lutte ; nous partageons le combat pour la liberté d'expression, contre les idées réactionnaires, contre les guerres de domination, pour le soutien aux combats des peuples pour leur émancipation et la solidarité internationale.

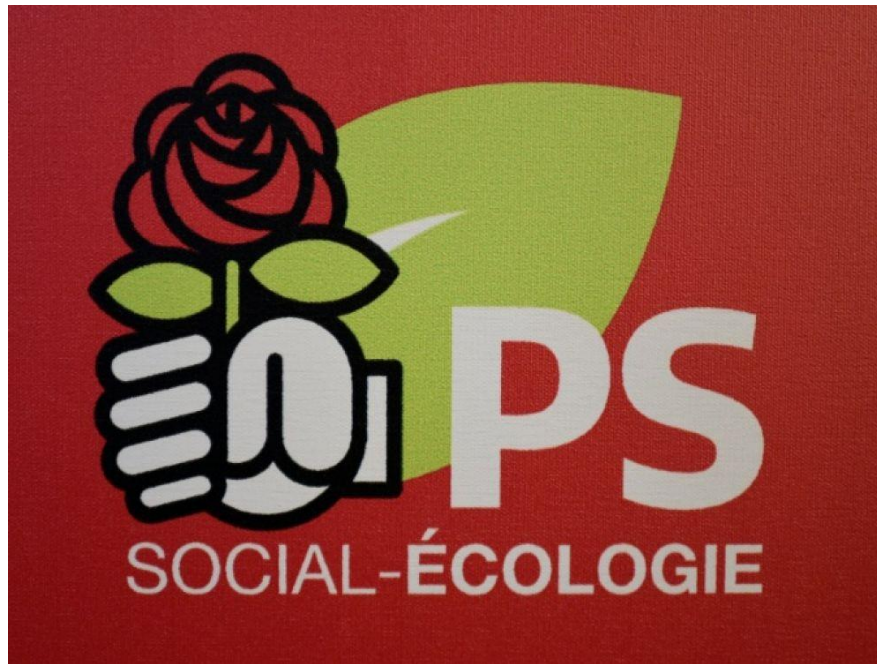
Nous vous souhaitons plein succès pour votre Congrès national.

Recevez les saluts militants du
Parti Communiste des Ouvriers de France

Paris, 31 juillet 2023

Adresse : Sté En avant, 15 Cité Popincourt 75011 Paris

www.pcof.net – pcof@pcof.net



A plusieurs reprises, l'Attachée parlementaire du Député et le Cabinet du Premier Secrétaire du PS, Olivier Faure nous ont indiqué la volonté de celui-ci de condamner les agressions de l'extrême-droite contre la Libre Pensée et de la soutenir.

Faute de temps, sans doute, nous n'avons pas encore reçu ce message écrit, au moment où nous bouclons cette liste)





MEDIAPART

L'info part de là

Chers amis, chers camarades de la Libre pensée,

A l'occasion de votre **congrès national**, qui se tient à Paris du 22 au 25 août 2023, je veux vous adresser mon salut fraternel. Si je le fais avec plaisir mais aussi avec solennité, c'est que nous vivons des temps obscurs, qui voient s'accumuler de graves menaces sur la liberté de penser, comme sur la liberté de la presse ; des temps dangereux qui menacent de déstabiliser la démocratie. Des temps qui doivent tous nous convaincre qu'il y a une urgence à se rassembler, à faire jouer ensemble toutes les convergences démocratiques possibles, pour conjurer ces menaces.

Si je parle de convergences, c'est que nous faisons face, vous les libres penseurs, et nous les journalistes, à des menaces qui sont voisines. Face à ces menaces, nous devons donc faire front ensemble, et faire prévaloir nos causes communes.

Vous le faites, vous, à la **Libre Pensée**, avec pugnacité, en défendant la cause de la laïcité, qui est au fondement de notre République, une laïcité ouverte et tolérante. Vous le faites, avec

courage, en dénonçant ceux qui pervertissent ce combat démocratique pour conduire des campagnes xénophobes ou islamophobes.

Et j'ai bien observé que vous payez le prix de votre engagement citoyen. En faisant face à des attaques répétées de l'extrême droite, qui exècre les valeurs que vous incarnez, ou des milieux catholiques intégristes, qui les exècrent tout autant. Vous en payez le prix, en étant périodiquement visés par des manifestations ou des rassemblements agressifs de ces milieux ultraréactionnaires, qui ont même été jusqu'à taguer et dégrader votre librairie.

Mais je sais que ces menaces ne pourront pas vous intimider. Parce que vous êtes tenaces ; parce que vous savez, aussi, que les valeurs que vous défendez nous les avons tous en partage. Comment pourrait-il en être autrement ? On a malheureusement vu ces dernières semaines les dangers que font courir à notre pays des décennies d'exclusions et de stigmatisations, des décennies de chômage et de pauvreté, des décennies de racisme et de xénophobie. Des décennies qui, en bout de course, ont distendus les liens nombreux qui font notre République.

Au nombre de nos causes communes, il y a aussi – et je sais que vous y êtes tout autant attachés que moi – la défense de la **liberté de la presse et du droit de savoir des citoyens**.

Car ce droit-là, au fondement de la démocratie, est, lui aussi, très gravement menacé. Nous vivons même, sans doute, un tournant particulièrement grave. Car jusqu'à ces derniers mois, les milliardaires qui ont pris possession des principaux médias n'avaient pas encore osé les mettre directement et ouvertement au service de l'extrême droite. Or, ce pas-là, le milliardaire **Vincent Bolloré**, qui a construit son empire sur les décombres du capitalisme colonial français et en défend les valeurs obscures, a

osé le franchir à deux reprises : d'abord en transformant sa chaîne *CNews* en chambre d'écho de toutes les campagnes de l'extrême droite et en officine de propagande pour le candidat néofasciste **Eric Zemmour** ; puis en organisant un coup de force contre la rédaction du *Journal du dimanche*, en voulant placer à sa direction une autre figure de l'extrême droite, issue de *Valeurs actuelles*.

C'est dire si ces dangers sont inquiétants. Ils font inmanquablement penser à la période trouble de l'entre-deux-guerres, quand le parfumeur néofasciste **Coty** mettait la main sur *Le Figaro*, pour l'enrôler dans le combat des Ligues racistes ou antisémites, et notamment de la ligue qu'il avait lui-même créée, Solidarité française.

Contre cette autre menace, il faut donc aussi faire face. Et pour les journalistes, il faut aussi qu'ils ne se laissent pas intimider ni détourner de leur mission démocratique, qui est d'informer les citoyens le plus honnêtement et le plus sérieusement possible.

C'est ce que *Mediapart* s'est appliqué à faire en multipliant les enquêtes et les reportages ces dernières semaines, pour donner à comprendre les raisons de la colère si profonde qui mine la jeunesse des banlieues.

C'est ce que *Mediapart* a aussi cherché à faire en multipliant les enquêtes et les révélations sur les possibles détournements de fonds publics et abus de confiances auxquels ont donné lieu le Fonds Marianne, créé dans le prolongement de la loi contre le séparatisme.

Voici très précisément une illustration de nos causes communes : vous, à la **Libre Pensée**, vous dénoncez à juste titre cette loi séparatisme ; nous journalistes, par nos enquêtes, révélons aux citoyens les dérives financières, et les possibles violations des

règles de l'État de droit, auxquelles cette même loi, prise pour comble à l'extrême droite, a donné lieu.

Ce sont ces causes communes qu'il faut renforcer, qu'il faut élargir. C'est le vœu que je forme pour votre congrès : qu'il trouve les voies et moyens pour œuvrer aux indispensables convergences démocratiques, en défense de la République.

Laurent Mauduit

Journaliste, cofondateur de Mediapart



Chers camarades, compagnons, compagnes.

Nos 507 collaborateurs et collaboratrices étant tous et toutes très pris par leurs vacances aux Seychelles, il nous sera impossible d'être des vôtres.

Blague à part, on est de tout cœur avec vous et nous n'avons aucun doute sur la qualité et la perspicacité de vos travaux lors de ce congrès.

Cela fait maintenant plusieurs années que nous faisons route de concert.

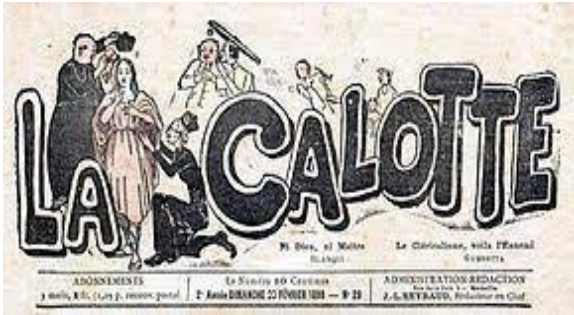
Votre combat pour la seule laïcité qui vaille (celle de la loi de 1905) comme votre critique, non pas des croyants, mais de TOUTES les religions, est le nôtre. Comme est le nôtre votre combat pour une véritable Révolution sociale.

Bref, on vous embrasse fort en vous souhaitant *Ni dieu, Ni maître*.

Pour les Editions libertaires

Jean-Marc Raynaud





Chères Camarades, chers Camarades,

L'unité est plus que jamais indispensable au moment où les forces cléricales et réactionnaires deviennent de plus en plus agressives. C'est pourquoi la **Société des Amis d'André Lorulot**, éditrice du journal "**La Calotte**", tient à participer au projet de rassemblement des forces laïques impulsé par la **Fédération Nationale de la Libre Pensée**. Nous ne serons jamais de trop pour lutter contre les bigots.

Nous souhaitons le succès du **congrès de Paris de la Libre Pensée** et nous vous adressons nos pensées les plus fraternelles.

Jean-Marie LECOMPTE Guislain MICHEL

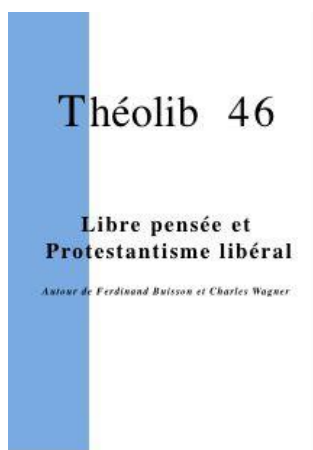


Message de *Théolib*

Depuis déjà quelques années, on peut dire que les routes de *Théolib* et de la **Libre-Pensée** n'ont de cesse de se croiser. Le catalogue de notre maison d'édition en témoigne amplement, et continue de s'enrichir de ce compagnonnage, venu d'une réelle proximité d'approche et de pensée.

Le constat de l'hostilité d'une partie de l'extrême-droite à connotation intégriste nous afflige sans nous étonner. Il est logique que les versants les plus réactionnaires de la société n'apprécient guère toute forme de pensée libre. Mais cela, pour nous, ne devrait guère aller au-delà d'une simple réprobation : les époques où ce fut différent n'ont vraiment rien qui les rende enviables.

La distance géographique - jointe, il est vrai, aux effets de l'âge - rendent plus difficiles les rencontres. Mais le compagnonnage reste productif, comme en témoignent deux livres, l'un récemment paru, l'autre en cours d'impression, sans en oublier un troisième, en cours d'édition, et récemment reçu sous forme numérique.



L'ouvrage reçu est *Le livre des Rois. De la monarchie à la République*, pensé en vue de la préparation d'une nouvelle Constituante. Il est de **Christian Eyschen**, avec une contribution de **Jean-Marc Schiappa**.

Le deuxième, collectif, a pour nom *Judéicité, laïcité et Libre-Pensée*. Il sera bientôt disponible, devant paraître en août. C'est un excellent panorama de ce que représente, aujourd'hui, ce qu'on a appelé jadis *La question juive*. L'auteur de ces lignes, par ailleurs membre de *l'Union Juive de France pour la Paix*, en apprécie la qualité, et en recommande la lecture.

Le troisième, dont je n'ose dire ici qu'il sera bientôt sur les fonds baptismaux, est dédié au *Chevalier Rose-Croix, 18^e degré du Rite Écossais Ancien et Accepté*. Rédigé par **Dominique Goussot**, il sera doté d'une préface de **Christian**

Eyschen. J'aurais aimé y contribuer, mais sans parvenir à trouver un angle d'attaque fertile, peut-être pour m'être égaré dans l'hypothèse d'une influence particulière de **Zwingli**, qui me semble probable mais difficile à étayer, comme il faudrait découvrir par quelles médiations, ou encore dans celle d'une proximité de Hölderlin, qui n'a rien d'impossible mais demanderait aussi de solides investigations, difficiles avec un penseur comme Hölderlin...

Bref, il est des sujets avec lesquels la pensée se retrouve dans des formes d'impasses, dont la solution, toute proche, demeure étrangement inaccessible.

Il en est d'autres, dont on se régale à échanger avec des proches.

C'est le cas, pour moi, avec les amis de la **Libre-Pensée**.

Pierre-Yves Ruff

**Philippe Besson, Christian Eyschen
& Dominique Goussot**



**Révolutionnaires
& Libres Penseurs
sous l'Équerre & le Compas**

Libre pensée – Socialisme – Franc-Maçonnerie : rencontre

Préface de **Philippe Guglielmi**

THEOLIB • COLLECTION "GALAAD"

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Bonjour Christian,

Tout le monde est en vacances et à *La RP* nous ne nous considérons pas comme une organisation constituée mais comme une équipe animatrice d'une revue qui n'intervient que parcimonieusement comme telle à l'extérieur, par consensus en Ag ou à minimum en téléconférence expresse de l'équipe en cas d'urgence. Nous n'avons jamais envoyé de message pour un congrès, de qui que ce soit, et je n'aurai trop su quoi y mettre, de surcroît sans l'avis des camarades.

Je te souhaite un bon congrès et lirai ta documentation.

Bien cordialement,

Stéphane Julien, *la Révolution prolétarienne*

